

Université de Montréal

Les relations entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du
peuple et la population

par
Jeanne Beutter

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M.Sc.
en science politique

mai 2004

©, Jeanne Beutter, 2004



JA

39

U54

2004

V.008

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les relations entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du
peuple et la population

Présenté par :

Jeanne Beutter

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jean-Philippe Thérien
président-rapporteur

Marie-Joëlle Zahar
directrice de recherche

Guillermo R. Aureano
membre du jury

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iv
SUMMARY	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LES FARC-EP, histoire et organisation.....	20
Section 1 – Construction des FARC-EP en 3 étapes.....	21
1. L’origine des FARC-EP : les groupes d’autodéfenses paysannes	21
2. La création des FARC-EP : une guérilla encore peu influente	23
3. Le renforcement des FARC-EP : arrivée du narcotrafic	26
Section 2 – Les stratégies de renforcement de la guérilla	32
1. Les stratégies de financement.....	32
2. Stratégie d’expansion	40
3. Stratégie de terreur	44
CHAPITRE II	
RELATIONS FARC-EP / POPULATION	48
Section 1 – Les FARC-EP : la plus vieille guérilla du monde.....	49
1. Idéologie évolutive	49
2. Le soutien populaire, facteur indispensable au maintien des FARC-EP	52
Section 2 – L’État, ennemi commun aux FARC-EP et à la population	58
1. Les demandes et revendications politiques des FARC-EP	59
2. La lutte contre les ennemis communs, génératrice de soutien implicite	62
Section 3 – « L’État dans l’État » des FARC-EP	67
1. Gouvernement parallèle	67
2. Services et protection contre soutien populaire.....	69
Section 4 – Les guérillas, une alternative pour les paysans	74
1. Espoirs insufflés par les FARC-EP	74
2. La violence des guérillas, préférable à la violence de l’État	78
CONCLUSION	82
BIBLIOGRAPHIE	vii

RÉSUMÉ

Parmi les multiples acteurs du conflit intra étatique colombien, les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP) ont réussi, dans les années 1980, à se démarquer par leur puissance économique, territoriale, politique et militaire. En effet, leurs stratégies de financement, d'expansion et de terreur leur permettent de contrôler plus d'un tiers du territoire dans lequel l'État faible n'intervient plus.

Les FARC-EP luttent depuis quarante ans et revendiquent une profonde transformation sociale. D'origine paysanne, elles combattent l'État et défendent les intérêts de la société rurale vivant en dessous du seuil de pauvreté. Dans les zones contrôlées, elles fournissent les services de base tels que la santé, l'éducation et la justice, rétablissent l'ordre et la sécurité. Dans ce contexte de guerre où tous les acteurs s'affrontent pour le contrôle des ressources du pays (or, pétrole, coca, etc), les FARC-EP assurent essentiellement la protection des paysans cultivateurs de cocaïers face aux attaques des narcotrafiquants, paramilitaires ou Forces armées.

Ces actions tournées vers la population ainsi que leurs revendications sociales pour un État plus égalitaire, leur valent le soutien des populations qu'elles contrôlent. Malgré leurs pratiques violentes (enlèvements, extorsions, assassinats, etc), elles sont perçues comme une alternative à la crise et à la pauvreté. Trois indicateurs nous permettent de tirer ces conclusions : la pérennité des FARC-EP et leur puissance, la présence d'ennemis communs à la guérilla et à la population (Bogotá et Washington) et enfin les services et la protection qu'elles assurent dans leurs régions.

Mots clés : Colombie, FARC-EP, guérilla, civils, soutien populaire, stratégies.

SUMMARY

Of the many actors in Colombia's civil war, the Armed Revolutionary Forces of Colombia – People's Army (FARC-EP) succeeded, in the 1980s, to stand out because of their economic, territorial, political and military clout. Indeed, their strategies for financing, expansion, and terror have allowed them to control over a third of the Colombian territory wherein the weak state has stopped intervening.

The FARC-EP have been fighting for forty years and they seek a profound social transformation. Rooted in the rural class, they are struggling against the state and in defense of the interests of a rural society living well below poverty levels. In the zones under their control, they provide essential services such as health, education, justice as well as order and stability. In the context of war where all actors fight for the control of national resources (gold, oil, coca, etc), the FARC-EP basically protect peasant coca growers against attacks by narcotics' traffickers, paramilitaries or the Armed Forces.

The FARC-EP have won support from the populations over which they exercise control because of such actions focused on the people and their social calls for a more equitable State. In spite of resorting to violent practices (kidnappings, extortions, assassinations, etc), they are perceived as an alternative to a situation of crisis and poverty. Three indicators allow us to reach this conclusion: the longevity of the FARC-EP and their might, the existence of a common enemy uniting the guerilla and the population (in this instance, Bogotá and Washington) and finally the services and protection that they provide in their areas.

Keywords : Colombia, FARC-EP, guerilla, civilians, popular support, strategies.

Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont aidée et soutenue durant la réalisation de ce mémoire et plus particulièrement :

Ma directrice, Marie-Joëlle Zahar, pour ses conseils précieux, son immense disponibilité, sa confiance, sa rigueur mais aussi son humour,

Ma famille, Patrice, Cécile, Matthieu, Marie, Amélie et Romane, pour la confiance qu'ils ont placée en moi,

Mes colocataires, Antoine, Allan et Émilie pour m'avoir supportée mais surtout divertie, et plus particulièrement Pénélope et Josiane pour leurs lectures, leurs ordinateurs et leur soutien,

Sébastien, pour son écoute, son réconfort et l'assistance technique et Françoise, source de mon intégration au département.

INTRODUCTION

Démocratique depuis plus d'un siècle, mais la plupart du temps en guerre, la Colombie présente un cas particulier pour l'étude des conflits intra étatiques. Après la croissance économique, démographique et urbaine entre 1950 et 1980¹, l'échec de la substitution des importations a mené l'économie des pays latino-américains dans une situation stagnante et inflationniste. La Colombie, elle, a su maintenir sa croissance jusqu'en 1998 malgré un conflit qui dure depuis la fin des années 1940. Pourtant, identifier les obstacles à la résolution de celui-ci représente une lourde tâche. En effet, de nombreuses tentatives de négociations ont échoué. La partition² préconisée par Chaim Kaufmann comme résolution aux conflits internes semble impossible compte tenu de la géographie du pays et surtout de la multiplicité des acteurs. Cette dernière caractéristique rend aussi difficilement possible la victoire de l'un sur l'autre. D'un côté, les groupes de guérillas actives depuis 40 ans n'ont jamais réussi à renverser le pouvoir et cela ne semble plus être leur objectif. De l'autre, les paramilitaires, dont les ambitions politiques restent très obscures, ne réussissent pas à éliminer la guérilla.

Paradoxalement, la Colombie est l'un des seuls pays d'Amérique latine à avoir toujours revendiqué et défendu son régime démocratique. Si l'on se réfère au concept de polyarchie de Robert Dahl³, la Colombie est quasiment toujours restée un régime démocratique grâce à ses élections libres et régulières et à ses espaces

¹ Olivier Dollfus, « L'Amérique latine : croissances et crises », *Problèmes d'Amérique latine*, n°1, 1991, p.53.

² Chaim Kaufmann, « Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars », *International Security*, vol. 20, n° 4, printemps 1996.

³ Robert A. Dahl, *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1971.

d'expression relativement ouverts. Cependant, ces critères ne suffisent pas pour qualifier un régime de démocratique⁴. Chaque cas doit être étudié séparément afin de discerner les particularités sociales de la population et d'y installer une démocratie adéquate. Le cas de la Colombie en est l'illustration. Les inégalités sociales de ce pays étant parmi les plus profondes de l'Amérique latine, le recours à l'état d'exception étant utilisé à outrance, le clientélisme ne cessant de sévir, des traits autoritaires se sont dessinés dans un régime formellement démocratique⁵. La situation sociale précaire reste ignorée de l'État faible qui peine à intervenir. Les populations de régions entières sont livrées à elles-mêmes et ne font l'objet d'aucune attention du gouvernement, ce qui laisse l'opportunité aux différents groupes belligérants de prendre le contrôle des ces régions et d'y installer leur pouvoir.

Dans ce contexte, les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple⁶, menant la guérilla la plus puissante du pays, ont su, dès les années 1980, imposer leur influence et même l'implanter. Après une lente évolution durant les années 1970, l'arrivée des cultures illicites dans la Colombie des années 1980 a permis aux FARC-EP de diversifier leurs sources de revenus. Différentes stratégies de financement, d'expansion et de guerre ont été utilisées par la guérilla, leur permettant de faire une progression territoriale fulgurante ; elles contrôlent aujourd'hui une grande partie du territoire et, par la même occasion une grande partie de la population.

⁴ Guillermo O'Donnell et Ph. Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule*, Baltimore et Londres, John Hopkins University Press, 1986.

⁵ Gonzalo Sanchez, « La guerre contre les droits de l'homme », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°1044 2002, p. 72.

⁶ FARC-EP, les lettres EP pour Ejercito del pueblo ne sont apparues qu'en 1982, cependant pour un souci d'uniformisation, l'acronyme FARC-EP sera utilisé tout au long de cette étude.

Force est de constater la multiplicité des acteurs qui caractérise le conflit. En plus de l'État et des FARC-EP, on trouve également les Forces nationales, les paramilitaires, marqués par des idées d'extrême droite, l'Armée de libération nationale, autre groupe de guérilla d'inspiration cubaine et les narcotrafiquants. Étant donné la complexité du pays et de ces nombreux acteurs, cette étude se concentrera sur les FARC-EP. Ce n'est pas un choix fortuit car elles sont au cœur du conflit et sont considérées tant par le gouvernement que par la communauté internationale comme un acteur politique incontournable.

À cause de l'absence de l'État, les groupes de combattants se retrouvent comme l'interlocuteur principal de la population. Ils s'installent dans des régions et imposent un système organisé sensé pallier aux faiblesses de l'État dans les zones contrôlées, mais continuent de terroriser les populations soupçonnées de collaboration avec l'ennemi. Les FARC-EP font subir leur influence dans une grande partie du pays et tentent de rallier à leur lutte la majorité de la population colombienne. Elles recherchent le soutien populaire afin de conserver la légitimité requise pour combattre l'État.

Quelle est la réaction des populations placées sous le contrôle des FARC-EP ? Elles reçoivent de la guérilla des services sociaux comme la justice, l'éducation, la santé. Il est alors possible de croire qu'elles la considèrent comme un gouvernement alternatif et soutiennent son action. Cependant, la terreur règne dans tout le pays, des milliers de civils meurent chaque année, d'autres sont enlevés et gardés prisonniers durant des mois. Dans ce contexte de terreur, la population peut-elle encore soutenir l'un des camps ?

Dans ce cadre, il est intéressant de tenter de comprendre la nature de la relation qui s'installe entre combattants et non-combattants.

Problématique

De manière générale, dans le cadre d'un conflit interne, les rebelles s'opposent à l'État. Mais quand celui-ci est faible, comme en Colombie, certaines questions se posent. Les combattants récupèrent-ils le soutien populaire perdu par l'État ? Peuvent-ils maintenir la lutte sans le soutien du peuple ? Dans quelle mesure un groupe de guérilla usant de méthodes violentes peut-il conserver son soutien populaire ?

Il paraît pertinent de porter ces interrogations sur le cas des FARC-EP. En effet, ce groupe de guérilla utilise des pratiques violentes contre ses adversaires mais aussi contre la population. Son renforcement et son expansion des années 1980 l'ont rendu plus indépendant de la population. Néanmoins, il lutte pour des revendications sociales la concernant directement et lui offre des services pour sa survie. Alors les FARC-EP bénéficient-elles d'un soutien populaire ? Auraient-elles pu se maintenir pendant plus de 40 ans sans l'appui de la population ? De façon plus spécifique, il faut chercher à savoir si les FARC-EP recherchent ce soutien ou non. Pourquoi et comment se sont-elles renforcées si rapidement dans les années 1980 ? Pourquoi et comment développent-elles leur pouvoir sur leurs zones de contrôle et leurs populations ? Qu'offrent-elles aux habitants et comment ces derniers réagissent-ils ?

Sur ces questions, deux courants s'opposent. Le premier considère cette guérilla comme un groupe terroriste, ayant perdu toute idéologie et mû par des intérêts économiques liés au trafic de drogue. Il affirme ainsi que les FARC-EP n'ont plus aucune base sociale. Camilo Echandía Castilla soutient cette analyse. Il contredit

les explications qui font de l'expansion des FARC-EP une conséquence de l'absence de l'État⁷. Daniel Pécaut, auteur de l'ouvrage intitulé *L'Ordre et la Violence* soutient également cette vision. À la fin des années 1990, il publie de nombreux articles sur la situation en Colombie, dénonçant le caractère cruel du conflit et le qualifiant de « guerre contre la société ». En effet, il avance que les intérêts économiques ont remplacé l'idéologie des différents groupes armés qui convoitent les zones stratégiques du territoire (coca, pétrole, or, etc). Il en conclut que la société, que les groupes armés disent représenter, est devenue la cible de ces affrontements et que les FARC-EP ne bénéficient plus d'aucun soutien populaire⁸.

À l'opposé, l'autre courant perçoit les FARC-EP comme une organisation de guérilla déterminée à réformer les institutions et à mettre fin aux inégalités sociales qui touchent le pays depuis plus de 50 ans. Elles combattent l'oligarchie du gouvernement, défendent essentiellement les petits cultivateurs et bénéficient d'un large soutien parmi les paysans. Fernando García M. adhère à cette vision et insiste sur le besoin de soutien populaire pour la réussite des FARC-EP⁹. Maurice Lemoine va dans le même sens. Journaliste de terrain, il fournit des informations et des témoignages précieux. Selon lui, la base sociale des FARC-EP existe bel et bien¹⁰. De la même manière, Alain Labrousse admet le caractère violent de ces groupes mais

⁷ Camilo Echandía Castilla est économiste, professeur titulaire de l'Universidad Externado de Colombie. « Les dimensions territoriales du conflit armé », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 1044 (printemps 2002), pp. 44-46.

⁸ Daniel Pécaut est professeur en science politique à l'École des hautes études en sciences sociales. « Guerre, processus de paix, polarisation politique », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 1044, printemps 2002, p. 25.

⁹ Fernando García M, est professeur à l'Université des Andes. « Coca, guerilla y sociedad civil en el Guaviare : regulación de conflictos y otros controles », *Columbia International*, vol. 29, 1995.

¹⁰ Maurice Lemoine, « Au coeur de la plus vieille guérilla d'Amérique latine. En Colombie, une nation, deux Etats », *Le Monde diplomatique*, mai 2000.

affirme que la légitimité des FARC-EP est toujours de mise aujourd'hui. Elles sont considérées comme un réel pouvoir local non seulement par les habitants mais aussi par le gouvernement¹¹.

De ces lectures, l'hypothèse suivante peut être dégagée : malgré les renforcements économique, politique et militaire des FARC-EP, survenus dans les années 1980 et malgré leurs méthodes violentes, elles conservent tout de même un soutien populaire dans la mesure où elles représentent une alternative à la crise colombienne pour une certaine catégorie de la population. Ce mémoire visera à démontrer que les FARC-EP et les populations rurales entretiennent des relations plus ou moins directes. En effet, les guérilleros ne se contentent pas de soumettre arbitrairement les hommes et femmes à leur contrôle, comme dans la plupart des conflits internes. Bien qu'ils imposent leur autorité par la force, ils tentent également de développer des rapports positifs avec eux afin d'obtenir leur soutien. Les civils, ignorés des acteurs et premières victimes de cette guerre, constituent un enjeu majeur dans les affrontements entre les différents groupes armés. Néanmoins, les guérillas semblent rester les seules à s'en préoccuper et c'est cette attitude qui leur vaut un soutien implicite. Mais un peuple peut-il réellement soutenir l'un de ses bourreaux ? Dans l'hypothèse où l'on répond oui, il faut définir ce que l'on entend par soutien et distinguer le soutien forcé du soutien affirmé. Est-ce que la force contribue à installer ce soutien ou bien est-ce la peur qui oblige les civils à accepter l'autorité des guérilleros ? La population soutient-elle la lutte des guérillas ainsi que leurs

¹¹ Alain Labrousse est directeur de l'Observatoire géopolitique des drogues et maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris. « Colombie-Pérou, Violence politique et logique criminelle » dans Jean, François et Jean-Christophe Rufin, eds, *Les économies de guerre dans les conflits de basse intensité*, Paris : Pluriel, 1996, p. 415.

revendications ? En réalité, soutenir les FARC-EP ne correspond plus à l'adhésion à l'idéologie marxiste et révolutionnaire, qui, nous le verrons, semble néanmoins avoir évolué. Dans le contexte du conflit colombien, soutenir un groupe armé revient à accepter son autorité dans le cadre d'un échange. Dans le cas des FARC-EP, le soutien populaire se rapporte à la préférence de leur autorité par rapport à celle d'un autre groupe armé, pour les services qu'elles fournissent. Il relève du choix, que l'on peut qualifier de « rationnel », des civils plutôt que d'une identification aux FARC-EP. Cependant, ce choix n'est pas libre. Accablées par la violence de tous les acteurs, c'est l'instinct de survie qui pousse les populations rurales, abandonnées par l'État et en l'absence d'alternatives viables, à choisir le groupe qui leur permettra de faire vivre leurs familles.

Cadre théorique

Le thème des relations entre combattants et non combattants n'est généralement qu'évoqué dans les études sur les groupes rebelles. La notion de soutien populaire est essentiellement reprise par Timothy P. Wickham-Crowley qui a développé une théorie sur les facteurs favorables à la réussite des guérillas en Amérique latine. Parmi ces facteurs se trouve le soutien des paysans pour ces mouvements de guérillas¹². Il tente de nous expliquer le paradoxe de l'utilisation de la force face à la recherche des faveurs de la population. En effet, les guérillas installent la terreur dans leurs zones, mais selon lui, celle-ci s'avère plus efficace que celle du gouvernement pour diverses raisons. D'une part, les guérillas sont mues par la conviction morale d'établir un monde meilleur. D'autre part, elles assurent la

¹² Timothy P. Wickham-Crowley, *Guerrillas and Revolution in Latin America*, Princeton, 1992, p. 302.

protection des paysans contre les agressions des forces armées du gouvernement et acquièrent ainsi leur confiance. Enfin, elles défendent leurs intérêts et se présentent comme des « bienfaiteurs » forcés d'agir violemment pour leur protection. « The great benefactor could also be the great persecutor »¹³. Cette notion de bienfaiteurs est pour lui primordiale et légitime les actions criminelles.

Sur ce point, François Jean et Jean-Christophe Rufin soulignent l'importance de la dimension économique dans l'étude des relations entre combattants et non combattants. Pour pouvoir s'imposer, un groupe rebelle doit parvenir à se financer de manière autonome. En effet, c'est grâce à leur agenda économique, soit leurs actions illégales, que les belligérants peuvent s'établir comme organisation paraétatique capable de fournir les services de bases afin d'attirer soutien et légitimité. Cette agenda peut s'orienter de deux manières : la première s'appuie sur l'avidité – greed – l'autre sur les griefs – grievances – des combattants¹⁴. Tous deux utilisent la violence mais la deuxième orientation le fait pour des raisons politiques et sociales. Nous allons donc tenter de montrer que les FARC-EP répondent davantage à ce dernier modèle.

La puissance économique peut permettre à la guérilla de s'imposer comme acteur légitime aux yeux des populations, du gouvernement, de ses adversaires et de la communauté internationale¹⁵. Cependant, des changements dans les variables économiques peuvent entraîner des changements dans les relations des guérillas avec

¹³ Timothy P. Wickham-Crowley, « Terror and Guerrilla Warfare in Latin America, 1956-1970 », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 32, n° 2, avril 1990, pp. 216-217.

¹⁴ Mats Berdal, et David Malone, *Greed and Grievance : Economic Agendas in Civil Wars*, 2000, Boulder : Lynne Rienner.

¹⁵ François Jean et Jean-Christophe Rufin, « Avant-propos » dans *Les économies de guerre dans les conflits de basse intensité*, Paris : Pluriel, 1996, p. 13.

la population. Jean et Rufin nous expliquent que dans le cadre d'une « économie fermée », comme c'est le cas pour les FARC-EP, où aucun financement extérieur n'est accessible, les guérillas se retrouvent souvent dans une relation d'interdépendance avec la population¹⁶. Cela fait partie de ce que Marie-Joëlle Zahar appelle la relation symbiotique où la population accorde sa confiance à son dirigeant illégal et va, parfois, jusqu'à le considérer comme un gouvernement parallèle¹⁷. C'est pourquoi il est juste de parler de colonisation au sens d'Alfred Molano : « in all the zones of colonization [the guerrillas] were active and became a peripheral local power »¹⁸. Alors que la guérilla fait vivre la population qu'elle contrôle par ses services et sa protection, les habitants font vivre la guérilla par les ressources qu'ils lui procurent. Ces analyses se prêtent bien à la situation que connaissent les FARC-EP dans les années 1960 et 1970.

À la lumière de ces auteurs, l'hypothèse proposée plus haut tente de répondre au paradoxe que souligne Wickham-Crowley – l'utilisation de la force face à la recherche des faveurs de la population – et se fonde sur trois constats: la pérennité et la puissance des FARC-EP, la présence d'ennemis communs à la guérilla et à la population et les services et la protection qu'elle assure. À ce titre, trois types de soutiens en découlent.

Premièrement, les FARC-EP existent depuis plus de quarante ans et comptent plus de 18 000 combattants. Or, une analyse de García sur les guérillas démontre que

¹⁶ *Idem*, p. 13.

¹⁷ Marie-Joëlle Zahar, « Protégés, Clients, Cannon Fodder : Civilians in the Calculus of Militias », *International Peacekeeping*, vol. 7, n° 4, printemps 2000, pp. 114-115.

¹⁸ Alfredo Molano, « Violence and Land Colonization » dans *Violence in Colombia: The Contemporary War in Historical Perspective*, Bergquist, Charles, Ricardo Penaranda and Gonzalo Sanchez, Scholarly Resources, Inc., Wilmington, DE., 1992, p. 205.

groupes ne peuvent survivre sans soutien populaire¹⁹. Ici, la relation et le soutien sont implicites et se déduisent de la pérennité des FARC-EP. La comparaison avec d'autres guérillas latino-américaines nous prouve la nécessité d'un soutien populaire pour le maintien de ces groupes rebelles.

Deuxièmement, Bogotá et Washington représentant des ennemis communs aux FARC-EP et à la population, la lutte de la guérilla apparaît plus légitime aux yeux des civils. La relation entre les deux acteurs n'est pas directe mais la convergence d'objectifs constitue un lien et révèle la présence d'un soutien également implicite. Toutefois, il ne s'exprime pas de manière claire, sous peine de représailles des ennemis de la guérilla.

Troisièmement, les FARC-EP fournissent services et protection aux habitants de leurs régions et développent une relation de confiance avec eux. La protection des cultivateurs de cocaïers leur apporte le soutien le plus solide. Un échange s'opère alors entre les combattants et les paysans : services et sécurité contre soutien. C'est un soutien explicite qui se fonde sur une relation symbiotique.

Que ce soit dans le cadre d'une relation directe ou non, ces différentes formes de soutien sont davantage forcées par le contexte et l'instinct de survie. Si l'on se réfère à l'explication de Wickham-Crowley, les actions des FARC-EP seraient tolérées en opposition à celle de l'État et des paramilitaires. La population a besoin de soutien logistique dans ce contexte de guerre qui rend difficile la vie quotidienne. C'est pourquoi certains préfèrent la présence de la guérilla qui régule l'ordre et la

¹⁹ García, « Coca, guerrilla y sociedad civil », p. 25.

justice et subvient aux besoins minimums alors que d'autres la subissent en silence sachant que ni l'État, ni aucun groupe armé ne peut améliorer leur situation.

Démarche méthodologique

Tout d'abord, une étude de terrain aurait été d'une grande valeur pour ce sujet, afin de récolter les témoignages des acteurs concernés. Cependant, étant donné la situation qui prévaut en Colombie, une étude si précise sur un des acteurs illégaux serait trop dangereuse. En effet, les journalistes, syndicalistes ou défenseurs des droits de l'homme sont une cible privilégiée des groupes armés. De plus, les restrictions de temps et de moyens imposées par le diplôme de maîtrise ne nous le permettent pas.

Cette étude de cas prendra donc la forme d'une étude exploratoire tenant compte du faible avancement des connaissances du cadre choisi. Malgré cette carence, la littérature spécialisée dans le domaine des guerres civiles portant sur les relations entre combattants et non-combattants représente la base de cette analyse. De plus, concernant l'étude de cas, les articles de revues scientifiques portant sur la Colombie et sur les FARC-EP sont essentiellement utilisés.

Ensuite, pour récolter les faits historiques, la lecture de la presse locale sur la situation en Colombie est indispensable. Les journaux locaux tels que *El Espectador* ou *El Tiempo* nous donnent une première version des faits qu'il est important de compléter par la lecture de la presse internationale et surtout des publications des différentes ONG qui agissent sur le terrain et nous présentent une vision plus objective de la situation du conflit.

De plus, de nombreuses conférences à l'UQAM et à l'Université de Montréal, présentées par des spécialistes ont apporté à la compréhension du contexte une vision

claire et précieuse. À ces occasions, il m'a été permis d'en rencontrer certains tels que Maurice Lemoine ou Guillermo Aureano.

Il semble évident que les sources dont nous disposons ne nous permettent pas de tirer des conclusions claires sur un conflit qui dure depuis si longtemps. Elles ne nous permettent pas non plus d'affirmer les réelles intentions des FARC-EP envers la population et encore moins de savoir ce que pense tout un peuple usé par la violence. Il est important de préciser également que la population rurale ne peut être considérée comme homogène. L'État dispose d'un soutien relatif parmi les populations rurales dans la mesure où elles n'ont pas intérêt à s'opposer explicitement à celui-ci. Cependant, l'étude se penche sur les civils qui semblent soutenir ou admettre les FARC-EP et sur les raisons qui les motivent. Ainsi, dans cette étude, quand est mentionnée la population, il faut entendre celle qui accepte l'autorité des FARC-EP.

Comme expliqué ci-dessus, l'état du débat est faiblement avancé et c'est la raison de cette étude exploratoire. Il nous semble important de réfléchir sur ce sujet qui pourrait possiblement amener à mieux comprendre les intentions et attentes de chacun, dans le but d'une réflexion future sur une éventuelle résolution politique. De plus, la Colombie ne semble pas susciter assez d'intérêt dans la littérature spécialisée. Ce pays reste encore méconnu ; la complexité de son conflit décourage les études sur le sujet. Cette analyse ne prétend aucunement présenter ne serait-ce que l'ébauche d'une solution à ce conflit si confus, mais seulement apporter une réflexion sur les relations que peuvent établir les FARC-EP avec leurs populations.

Il ne s'agit pas non plus, dans ce mémoire, de légitimer les actions des FARC-EP qui ont commis de nombreux crimes contre l'humanité et violations des

droits humains. Néanmoins, ces recherches permettront peut-être de mieux connaître cette guérilla afin de savoir quelles stratégies adopter face à elle. Comprendre la relation entre les civils et les FARC-EP pourrait nous aider à répondre à certaines questions sur les réelles motivations et revendications des FARC-EP, à savoir si les changements survenus dans les années 1980 dans le pays ont influencé leur idéologie et expliquer les raisons qui poussent cette guérilla à conserver les armes et à continuer la guerre. Mais avant tout, il convient de présenter le contexte dans lequel ont émergé les FARC-EP afin de tenter ensuite de vérifier l'hypothèse énoncée ci-dessus.

Le contexte historique

La violence historique : À toutes les étapes de l'étude, il est important de rappeler le contexte de guerre qui rend chaque action toujours plus difficile. On parle souvent de « culture de la violence » quand on parle de la Colombie. Depuis la fin des années 1940, les affrontements n'ont guère cessé et ne semblent pas même faiblir. Déjà au XIXe siècle, après l'indépendance, l'Union de la Grande Colombie, que composent le Venezuela, la Nouvelle-Grenade (Colombie actuelle), l'Équateur et le Panamá, éclate en 1830 donnant lieu à de nombreuses guerres civiles, confrontations régionales et affrontements politiques qui opposaient les deux partis politiques principaux, Conservateurs et Libéraux. La Colombie connaît ainsi plus d'une cinquantaine de guerres civiles au cours du XIXe siècle. Toutefois, entre 1904 et 1947, elle connaît sa seule période de stabilité politique et de prospérité économique. Par la suite, son histoire sera marquée par deux grandes périodes de

violence : celle, plus politique des années 1950 et celle des années 1980 suscitée par l'arrivée de l'économie de la drogue dans les pays andins²⁰.

La Violencia : En 1946 débute une guerre qui se révèle extrêmement meurtrière, la *Violencia*, à la suite de la victoire aux élections présidentielles du parti Conservateur, alors minoritaire face au parti Libéral hégémonique. La lutte entre ces deux partis connaît un degré de violence très élevé, entraînant les soulèvements des populations²¹ identifiées à ces factions. Des mouvements essentiellement d'inspiration libérale se forment et se révoltent face à la politique du parti Conservateur qui veut rétablir l'oligarchie et les privilèges abolis par le parti Libéral au début des années 1940. Tous les milieux sociaux semblent s'organiser pour lutter contre l'archaïsme du système conservateur. D'une part, la classe moyenne du monde urbain rejette un régime enclin à freiner toute avancée et modernité dans les domaines sociaux, politiques et culturels. D'autre part, la violence frappe principalement le monde rural poussant les paysans à se défendre²².

Mais c'est le 9 avril 1948, le jour de l'assassinat de Jorge Eliécer Gaítan, candidat libéral populiste, que la guerre civile commence réellement. Gaítan, qui avait formé en 1933 un troisième parti, l'UNIR (Unión Nacional Izquierdista Revolucionaria), incarnait la cause des travailleurs urbains et ruraux, se plaçant entre la vision du mouvement social urbain qui voulait redonner le pouvoir au libéralisme

²⁰ Jonathan Hartlyn, « Civil Violence and Conflict Resolution: The Case of Colombia », in Roy Licklider (ed.) *Stopping the Killing: How Civil Wars End*. New-York, NY: New-York University Press, 1993, pp. 40-42.

²¹ Hartlyn, « Civil Violence and Conflict Resolution », p. 38.

²² Daniel Pécaut, « Réflexions sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques latines*, n° 36, 2001, p. 66.

et celle du pouvoir conservateur²³ résolu à conserver sa place et à installer son oligarchie, creusant ainsi les inégalités sociales. Les affrontements entre les différents acteurs s'étendent alors sur tout le territoire et l'escalade de la violence mène le pays à son seul coup d'État militaire en 1953 par Gustavo Rojas Pinilla. Celui-ci, mettant fin aux querelles des deux partis et à la violence, compte rétablir l'ordre par l'intervention de la force armée dans la vie publique. Mais les conflits continuent entre les troupes armées du gouvernement et les groupes organisés de gauche, communistes et libéraux.

Face à la dictature militaire, les deux principaux partis, Libéral et Conservateur, réagissent et établissent ensemble, aux élections de 1957, le Front National : cet accord leur garantit le partage du pouvoir et l'alternance à la présidence, instaurant une démocratie limitée où, étant donné l'absence de compétition, la participation politique n'est plus stimulée²⁴. Pendant ce temps, la société rurale, chassée de ses terres par la violence, se voit forcée de se retirer dans les montagnes et les régions désertes²⁵. Elle s'organise et est alors prête à se défendre et à survivre face à la violence et à la pauvreté.

La *Violencia* a enlevé la vie à 200 000 Colombiens, civils et militaires. Cette première période de violence semble s'être conclue par un accord négocié, le Front National. Prévu pour seize ans, il a perduré jusqu'aux élections de 1978. Une telle stabilité de plus de vingt ans est exceptionnelle pour un pays d'Amérique latine.

²³ Daniel Pécaut, *L'Ordre et la Violence*, éd. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1987, pp. 302-303.

²⁴ Dabène, Olivier. *L'Amérique latine au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2000, p. 99.

²⁵ Timothy P. Wickham-Crowley, « Winners, Losers, and Also-Rans : Toward a Comparative Sociology of Latin American Guerrillas Movements » in *Power and Popular Protest: Latin American Social Movements*, Susan Eckstein, ed. Berkeley: University of California Press, 1989 p. 134.

Pourtant, ce pacte avait davantage pour objectif d'exclure les militaires du pouvoir plutôt que de pallier aux problèmes auxquels le pays devait faire face.

Depuis le début de la guerre, la violence est devenue pour les citoyens une manière de vivre, un « trait permanent de l'histoire sociale et politique de la Colombie »²⁶. Avec l'essor du trafic de drogue dans les années 1980, la deuxième période de violence commence. Une « sale guerre » s'attaque à la société, essentiellement rurale, la plaçant au cœur des affrontements. La population représente une cible pour tous les combattants mais ne fait plus l'objet d'aucune intervention sociale. Les conflits territoriaux ont lieu essentiellement dans les campagnes échappant à l'influence de l'État qui semble avoir perdu le contrôle de son pays et de son territoire, favorisant l'émergence de groupes insurrectionnels.

L'émergence des guérillas : Dès 1955, les cours du café sont en chute, le commerce extérieur est défavorable au pays et l'État reste inactif. Les privatisations et le libéralisme économique s'installent en réponse à cet immobilisme. Par ailleurs, les affrontements sociaux ne diminuent pas et se répandent dans les villes à partir de 1957. L'autodéfense est la consigne et des guérillas s'organisent. Selon Jonathan Hartlyn, « [u]nderlying the formation of guerrilla movements in Colombia in each decade was a sense of social injustice and political blockage as a consequence of the National Front regime »²⁷.

En effet, à partir des années 1960 et suite à l'attaque par les Forces armées des zones d'autodéfense paysanne, différents groupes de guérillas se forment. Ces

²⁶ Daniel Pécaut, « Guerre, processus de paix, polarisation politique », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 1044, printemps 2002, p. 8.

²⁷ Lawrence Boudon, « Guerrillas and the State : The Role of the State in the Colombian Peace Process », *Journal of Latin American Studies*, vol. 28, n° 2, mai 1996, p. 281.

organisations s'inscrivent dans la mouvance du phénomène des guérillas latino-américaines. Régis Debray nous en donne une définition : c'est « une poignée d'hommes décidés, le *foco*, dans le contexte d'une situation sociale explosive, [qui] peut mobiliser les "masses" et provoquer la chute de la dictature des classes dominantes appuyée par l'impérialisme américain »²⁸. En 1964, « la mise sur pied des FARC-EP indique qu'une nouvelle phase de lutttes armées s'ouvre »²⁹.

À la même époque, d'autres guérillas apparaissent, comme celle des étudiants d'inspiration cubaine, l'Armée de Libération Nationale (ELN) en 1965. En 1967, l'Armée de Libération Populaire (EPL) se forme autour de l'idéologie maoïste. Puis en 1972, des dissidents des FARC-EP créent le M-19 avec une raison d'être politique³⁰. Ce groupe se définit davantage comme nationaliste et partisan de la démocratie participative³¹. Mais il accepte la démobilisation dès 1990 afin de s'insérer dans la vie politique. Ces guérillas, essentiellement constituées de paysans, étaient déterminées à prendre les armes afin de renverser le pouvoir et de rétablir la justice et l'égalité sociale dans le pays³².

Nouvelle donne des années 1980 : Jusqu'à la fin des années 1970, comme dans les autres pays d'Amérique latine, les guérillas n'ont pas réussi à se renforcer par manque de financement, mais ont trouvé un certain soutien parmi les paysans grâce à leur lutte et à la sécurité qu'elles apportent dans les régions qu'elles contrôlent. Elles restent alors dans les zones périphériques. À cette époque, la coca

²⁸ Labrousse, « Colombie-Pérou », p. 383.

²⁹ Pécaut, « l'Ordre et la Violence », p. 384.

³⁰ Boudon, « Guerrillas and the State », p. 281.

³¹ Daniel Pécaut, « Guérillas and Violence » in Charles Bergquist, Ricardo Peñaranda and Gonzalo Sánchez (eds.), *Violence in Colombia*, Wilmington, 1992, p. 231.

³² Jesús Antonio Bejarano A., « Colombie : rétrospective de la politique de paix », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 16, janvier – mars 1995, p. 43.

arrive en Amérique latine et trouve en Colombie une situation de pauvreté extrême favorable à son implantation. Les guérillas, après avoir repoussé cette source de financement, en ont finalement tiré un certain profit. Elles ont ainsi pu se renforcer aussi bien en hommes qu'en armement, matériel, organisation.

Cependant, le commerce de la drogue suscite les intérêts de tous les milieux et les États-Unis commencent à voir dans cette économie une menace à l'ordre international.

C'est aussi dans ces années qu'apparaissent les paramilitaires, appelés en Colombie les « Escadrons de la mort », formés en réaction aux agissements des guérillas. Rebaptisés les Autodéfenses unies de Colombie (AUC), les paramilitaires mènent une lutte sans merci contre leurs ennemis, en supprimant tout soutien dont ils pourraient bénéficier. Ces affrontements intensifient la violence du pays et le nombre quotidien de victimes. L'objectif commun du gouvernement, des paramilitaires mais aussi des États-Unis est alors d'éradiquer la guérilla afin de contrôler l'ensemble de ses zones, riches en ressources naturelles³³.

Les liens entre les différents acteurs sont obscurs. L'État n'est pas le seul ennemi des FARC-EP. En effet, elles n'entretiennent aucun contact étroit avec les autres acteurs du conflit. Tous ces acteurs sont en compétition pour imposer leur autorité. Les groupes tels que l'ELN ou l'EPL se révèlent assez proches des convictions des FARC-EP – révolution, redistribution des richesses, réformes sociales – mais ils luttent contre elles quant il s'agit d'obtenir le soutien de la population et de défendre leurs intérêts, même s'il leur arrive de s'allier aux mêmes

³³ Association québécoise des organismes de coopération internationale, « Les dessous de l'histoire : plein feu sur la guerre sale en Colombie », documentaire, 2001.

FARC-EP pour défier l'État. Pour ce qui est des relations avec les narcotrafiquants, les FARC-EP passent des accords économiques pour contrôler les abus commis à l'encontre des cultures de coca appartenant aux paysans, comme nous le verrons dans le premier chapitre,

L'économie de la drogue occupe dans ce conflit une place complexe. Elle sert à financer les opérations militaires des uns et à conserver le pouvoir des autres. C'est bien cette situation politique désastreuse que la démocratie ne parvient à masquer, sur fond de violence, de corruption, d'enlèvements, de « guerre civile » qui prend pour cible la population. Par ailleurs, ce pays étant le premier producteur de cocaïne, on estime à 300 000 le nombre de familles vivant de la culture de la coca³⁴. Dans ces conditions, la substitution des cultures illicites paraît difficile à imposer.

En 1999, le président Andrés Pastrana tente de négocier avec les FARC-EP en vue de signer la paix. Au bout de quatre années de tentatives, aucun accord n'est finalement signé et la violence redouble. De plus, durant les pourparlers, l'administration Clinton et le gouvernement Pastrana rédigent, sans réelle consultation du congrès colombien et en anglais uniquement, le *Plan Colombia*, « plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État ». Celui-ci prévoit une contribution américaine de 1,6 milliards de dollars destinée essentiellement à la lutte contre le narcotrafic³⁵. Mais cette aide semble avoir pris des allures de renforcement militaire de l'armée colombienne et entre en contradiction avec la volonté de

³⁴ *Id.*

³⁵ Maurice Lemoine, « L'Amérique Latine à l'heure colombienne : Plan Colombie, passeport pour la guerre », *Le Monde diplomatique*, août 2000.

Pastrana de trouver une solution négociée et pacifique prenant en compte la nature sociale et politique du conflit.

La victoire d'Alvaro Uribe aux élections présidentielles du 26 mai 2002 témoigne de l'échec de la politique de Pastrana. À l'opposé, le nouveau président se positionne pour une politique radicale : il compte mener à bien le *Plan Colombia* afin de résoudre les problèmes de son pays par la force et avec l'aide des États-Unis. En effet, depuis plus de 20 ans, les processus de paix se succèdent. La destruction des champs de coca par aspersion aérienne a échoué, l'éradication manuelle également et les résultats écologiques sont dramatiques³⁶.

Qualifié de « passeport pour la guerre » par Maurice Lemoine³⁷, le *Plan Colombia* apparaît davantage comme un moyen pour les États-Unis de conserver le contrôle de cette région hautement stratégique, riche en pétrole. En Colombie, nombreux sont ceux qui estiment ce plan comme un trompe-l'œil pour éradiquer la guérilla, sous l'égide d'une lutte anti-narcotrafic, « l'objectif étant de faire régner la pax americana »³⁸. Cependant, ni la « paix », ni la « prospérité », ni même le « renforcement de l'État » ne se concrétisent et la situation continue de se dégrader.

Depuis 1998, le taux de chômage reste très élevé³⁹, les salaires sont bas, l'économie du pays est très affectée, la situation sociale est désastreuse, des institutions de santé et d'éducation sont en cessation de paiement. D'après Daniel Pécaut, « jamais, depuis 1930, la Colombie n'avait été confrontée à une pareille

³⁶ Pécaut, « Guerre, processus de paix », p. 7.

³⁷ Lemoine, « : Plan Colombie, passeport pour la guerre ».

³⁸ Sylviane Bourgeteau, Joaquin Gomez et Raul Reyes, « Colombie : la dernière guérilla ? », *Politique internationale*, n° 87, printemps 2000, p. 251.

³⁹ Il atteint les 20 %.

conjoncture »⁴⁰. Plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et un quart en situation d'extrême pauvreté⁴¹. Le pays détient le record mondial du taux d'homicides avec le Salvador⁴². Chaque groupe y va de sa méthode d'intimidation : les massacres collectifs pour les paramilitaires, les enlèvements et sabotages pour les guérilleros et l'impunité demeure. Il semblerait que la population n'ait d'autre choix que de se soumettre⁴³.

La multiplicité des acteurs armés (guérilleros, paramilitaires, narcotrafiquants, armée) rend le conflit interminable et place la population entre deux feux. Elle est pillée, assassinée, déplacée, prise en otage. La dynamique du conflit est telle que celui-ci semble dissocié de la société et que les civils ne sont plus qu'en élément de stratégies pour les groupes armés.

Le développement de ce mémoire se divisera en deux chapitres. Le premier mettra tout d'abord en lumière les FARC-EP de leur origine à aujourd'hui afin de présenter au lecteur l'évolution connue par ce groupe rebelle. Puis, les différentes stratégies de financement, d'expansion et de terreur de cette guérilla poseront les bases nécessaires à l'analyse du soutien. En effet, dans le chapitre deux, les trois constats du soutien populaire des FARC-EP seront analysés dans le cadre des trois types de relations qu'elles développent avec leurs populations. Ceci nous permettra de démontrer que la guérilla représente une alternative à la crise colombienne qui épuise la population rurale.

⁴⁰ Daniel Pécaut, « Colombie : une paix insaisissable », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, juillet – sept. 1999, p. 13.

⁴¹ Fédération Internationale des ligues des Droits de l'homme, « Faire la paix en Colombie ». En ligne. <<http://www.fidh.org/lettres/2000pdf/fr/n39col.pdf>> (page consultée le 14 mars 2003).

⁴² Daniel Pécaut, « Colombie, un désastre annoncé », *Le Monde*, Paris, 22 mai 1999.

⁴³ *Id.*

CHAPITRE I

LES FARC-EP, histoire et organisation

En plus de 50 ans de luttes, les FARC-EP ont connu différentes étapes importantes. En trois périodes, elles ont réussi à former une réelle guérilla avec des objectifs militaires et politiques. Conduites à s'autofinancer comme toute organisation illégale, les FARC-EP sont parvenues à diversifier leurs sources de financement et sont devenues la plus puissante guérilla d'Amérique latine. C'est ainsi qu'elles ont pu étendre leur influence dans tout le pays. Aujourd'hui, elles contrôlent l'équivalent d'un tiers du territoire⁴⁴ et ont acquis la légitimité nécessaire pour s'asseoir à la table des négociations et défendre les intérêts de la population pauvre de Colombie.

Le but de ce chapitre est de présenter les FARC-EP en temps qu'organisation de guérilla et de poser les bases qui permettront de comprendre et de vérifier l'hypothèse de cette étude. Il comprendra deux parties. Dans la première, il s'agira de décrire les trois grandes étapes de la construction des FARC-EP. La partie suivante se penchera sur leurs stratégies de renforcement.

⁴⁴ Andrés Cala, « The enigmatic guerrilla: FARC's Manuel Marulanda », *Current History*, vol. 99, n° 634, 2000, p. 56.

Section 1 – Construction des FARC-EP en 3 étapes

Créées il y a 40 ans par Manuel Marulanda Vélez et quelques paysans, les FARC-EP sont la plus ancienne guérilla d'Amérique latine. L'histoire des FARC-EP peut être résumée en trois périodes : le groupe paysan révolutionnaire émerge tout d'abord dans les années 1950 de manière improvisée. Ce n'est qu'en 1964 que les FARC-EP s'organisent en véritable groupe de guérilla officielle. C'est finalement durant la troisième période, dans les années 1980, que s'opèrent leur renforcement et leur expansion.

1. L'origine des FARC-EP : les groupes d'autodéfenses paysannes

Nous avons vu dans la première partie l'ampleur des conséquences de la *Violencia* qui a poussé la société civile à se révolter contre la négligence de l'État, les trop grandes inégalités sociales et la mauvaise redistribution des richesses. Face à cette oppression, elle se voit contrainte de s'organiser avec ses moyens propres, dans son milieu naturel. Cette période, qui précède la formation officielle des FARC-EP est témoin de l'élaboration des futures idéologie et base sociale qui façonneront la lutte de la guérilla.

Dans le contexte de la guerre civile opposant les deux grands partis politiques, les paysans voient peu à peu se dégrader leurs conditions de travail et de vie. Pour se défendre, rassemblés en groupes « d'autodéfense paysanne », ils commencent par organiser des marches de révolte⁴⁵. Forcée de se retirer dans des zones encore inhabitées et ignorée par l'État oligarchique, la société rurale improvise

⁴⁵ García, « Coca, guerrilla y sociedad civil », pp. 19-20.

des zones « d'autodéfense et d'auto administration », inspirée par le Parti Communiste Colombien (PCC), formant ce que Wickham-Crowley appelle la « République Indépendante »⁴⁶. Elle peut y organiser sa lutte et tente de subvenir aux besoins de tous. Les attaques contre cette « république » se faisant de plus en plus nombreuses, des paysans décident rapidement de prendre les armes pour entamer une sorte de « lutte des classes » pour une meilleure répartition des richesses.

Manuel Marulanda Vélez, un paysan agriculteur déterminé à combattre l'État, commence par s'engager aux côtés des libéraux, favorables à une redistribution des richesses, et forme en 1948 le premier groupe rebelle. Il s'allie également à Jacobo Arenas, un leader communiste dont le savoir politique permet au leader paysan d'établir le programme de son organisation. Il propose le socialisme pour la Colombie et prévoit une nation au service des petits cultivateurs et des moyennes industries⁴⁷. Marulanda s'appuie également sur le PCC qui lance un appel le 22 octobre 1949 et propose « to the proletariat and the people the necessity of defending themselves, answering the violence of the masses »⁴⁸. Marulanda tisse ensuite des liens avec de nombreux autres dirigeants de groupes insurgés afin de s'unir contre l'État. Son groupe, agissant essentiellement dans le sud-ouest de la Colombie, fait preuve d'un haut niveau d'organisation et inflige déjà de sérieux revers à l'armée. Les régions de Viota, Sumapaz ou encore le sud du Tolima deviennent alors, en l'absence de l'État, soumises aux lois des groupes de guérillas communistes⁴⁹.

⁴⁶ Wickham-Crowley, « Winners, Losers, and Also-Rans », p. 134.

⁴⁷ Cala, « The enigmatic guerrilla », p. 57.

⁴⁸ Eduardo Pizarro, « Revolutionary Guerrilla Groups in Colombia » dans *Violence in Colombia: The Contemporary War in Historical Perspective*, Bergquist, Charles, Ricardo Penaranda and Gonzalo Sanchez, Scholarly Resources, Inc., Wilmington, DE, 1992, p. 180.

⁴⁹ Pécaut, « Réflexions sur la naissance des guérillas colombiennes », p. 78.

Dans cette période qui précède la naissance des FARC-EP, les membres de ces groupes d'autodéfense sont essentiellement des paysans de la société colombienne, mécontents de leur gouvernement. L'immobilisme que traduit le Front National confirme l'incapacité de l'État à respecter la démocratie et accentue à la fois son illégitimité et le soutien aux groupes insurgés. Pécaut, dans ses « Réflexions sur la naissance des guérillas colombiennes »⁵⁰, explique à ce propos la réaction de la population face à l'arrivée des idées marxistes en Colombie. À cette époque, les Colombiens, révoltés contre « les blocages culturels et politiques » accueillent le marxisme comme une véritable « religion » à laquelle ils se convertissent. La base sociale des futures FARC-EP se construit.

2. La création des FARC-EP : une guérilla encore peu influente

Devant l'ampleur du mouvement social, le gouvernement réplique de plus en plus violemment. Au début de l'année 1964, le camp de Marulanda est entièrement aspergé de Napalm, fourni à l'armée colombienne par les États-Unis ; on ne compte que 48 survivants. À la suite de cet événement, Marulanda décide en collaboration avec les rescapés et 350 autres paysans de former officiellement une organisation de guérilla⁵¹. Le 27 mai 1964, ils se donnent le nom de Forces Armées Révolutionnaires de Colombie et établissent une réelle structure, verticale, avec à leur tête Manuel Marulanda Vélez dit « Tijo Firo » (tire juste). Les FARC-EP sont alors le premier groupe à s'organiser comme guérilla marxiste⁵².

⁵⁰ *Ibid.*, p. 60.

⁵¹ Cala, « The enigmatic guerrilla », p. 58.

⁵² *Id.*

Vues par le pays comme le bras armé du parti Communiste, les FARC-EP se développent pourtant de manière indépendante avec une idéologie marxiste et une stratégie révolutionnaire. Les liens entre les deux ne sont qu'idéologiques. La création officielle des FARC-EP traduit le passage des paysans à la stratégie politico-militaire et le parti Communiste accepte de soutenir le projet révolutionnaire dans lequel la lutte ne se limite plus à défendre les intérêts de la population mais davantage à prendre le pouvoir afin de réformer les institutions et de rétablir la démocratie.

À cette étape de l'existence des FARC-EP, le groupe n'est pas très puissant militairement et politiquement, les attaques de l'armée sont nombreuses et funestes ; les Forces nationales, à cette époque, ont pour mandat de supprimer toute opposition au régime et sont considérées comme les plus violentes de l'hémisphère⁵³. Ainsi, contrairement à l'armée qui défend l'État, les rebelles conservent leur principal atout : l'implantation locale parmi les paysans acquise durant la *Violencia*⁵⁴.

À la fin des années 1960, la Colombie connaît une période plus calme où les FARC-EP, comme les autres guérillas des différents pays latino-américains, n'arrivent pas à se renforcer. N'ayant que peu de combattants, de fronts et de puissance, leur implantation reste périphérique. Durant les années 1970, les FARC-EP réussissent tout de même à installer un 5^e front, dans la zone d'Uraba, au nord du pays, soutenus par le PCC qui est déjà quelque peu implanté dans certains conseils municipaux, associations de quartiers et un syndicat de travailleurs bananiers.

⁵³ AQOCI, « Les dessous de l'histoire ».

⁵⁴ Pécaut, « Réflexions sur la naissance des guérillas colombiennes », p. 81.

Pourtant, elles ne disposent toujours, dans cette région, que de 20 à 40 combattants et gardent un armement limité et artisanal⁵⁵.

En 1972, la création du M-19 par des dissidents des FARC-EP témoigne nettement de leur volonté d'agir au niveau politique et dans les zones urbaines. Ces dernières expriment leurs revendications qui sont celles de tous les groupes rebelles sous des régimes où règnent l'injustice et les inégalités sociales :

« FARC-EP, arose in the course of the confrontation, with a revolutionary programme calling together all the citizens who dream of a Colombia for Colombians, with equality of opportunities and equitable distribution of wealth and where among us all we can build peace with social equality and sovereignty. »⁵⁶

Les déplacements répétés de la population, causés par les affrontements dans les divers territoires du pays, poussent toujours celle-ci dans des zones plus lointaines et inhabitées comme les vallées hautes de Duda, du Guyabero, de l'Ariari ou aussi la région de San Vicente del Caguan. Celles-ci deviennent des fiefs des FARC-EP dans lesquelles la population est encadrée. Les FARC-EP fournissent aux paysans les terres dont ils ont besoin et les protègent des attaques de l'armée. Pécaut note qu'à cette période-là, la vie sous la surveillance des guérilleros n'est pas idyllique, la misère règne toujours, cependant il admet que cela semble souvent préférable à la vie extérieure⁵⁷. En effet, la stratégie d'occupation utilisée par les groupes armés diffère selon leurs pratiques. La guérilla, elle, semble vouloir remplacer l'État et organiser la vie des habitants de leurs régions afin de conserver le soutien des paysans. Dans ces

⁵⁵Gérard Martin, « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures et Conflits*, hiver – printemps 1996-1997, pp. 195-196.

⁵⁶ FARC-EP, « Our history ». En ligne, <http://www.farcep.org/pagina_ingles/> (page consultée le 1^{er} avril 2003).

⁵⁷ Pécaut, « Réflexions sur la naissance des guérillas colombiennes », p. 80.

zones où institutions, services et normes sont absents, les FARC-EP sont considérées comme une alternative à l'État. Ces aspects feront l'objet du deuxième chapitre.

Dans les années 1970, des tentatives de négociations de paix sont lancées. Entre 1974 et 1978, le gouvernement López Michelsen offre des propositions d'amnistie aux quelques 1500 combattants pour les amener à poser les armes et pour tenter de les réintégrer dans la vie sociale. Son successeur, Turbay Ayala, organise la tenue d'une commission de paix pour négocier des accords. Mais celle-ci est vite abandonnée sous la pression des affrontements. En effet, toutes démarches de négociation se voient régulièrement interrompues par la répression et les attaques des différents groupes armés⁵⁸. L'escalade de la violence se poursuit dans la plupart des régions du pays pour atteindre son apogée dans les années 1980 avec la création des paramilitaires et l'arrivée du narcotrafic, mais aussi avec le renforcement militaire et politique des FARC-EP.

3. Le renforcement des FARC-EP : arrivée du narcotrafic

Cette troisième période constitue une étape importante pour les FARC-EP. En effet, le groupe va connaître un renforcement exponentiel dans les années 1980. Il est alors reconnu officiellement comme une force belligérante et un acteur politique à part entière, autorisé à s'asseoir à la table des négociations. À cette époque, la Colombie devient une base pour les laboratoires et un corridor de transit pour les convois de cocaïne, un produit illicite qui se vend toutefois plus cher que les autres. Les inégalités sociales déjà très fortes et la pauvreté dans toutes les régions de la

⁵⁸ Bejarano, « Colombie : rétrospective de la politique de paix », p. 44.

Colombie semblent présenter un contexte favorable à l'installation de cette culture, perçue comme un moyen de survie. L'économie de la drogue évolue rapidement. Les grands propriétaires et progressivement tous les secteurs y voient la source de leur enrichissement. Le narcotrafic s'installe alors en Colombie et, subséquemment, la culture de la coca s'installe sur les territoires colombiens dès 1990.

Face à ce phénomène, les FARC-EP décident d'en tirer profit à leur tour et prélèvent un impôt sur les récoltes aux narcotrafiquants. Cette nouvelle source de financement mais aussi d'affrontements les pousse à s'organiser en véritable armée afin de défendre les cultivateurs de cocaïers contre les abus des narcotrafiquants et les attaques de l'armée. Le nombre de combattants augmente au même rythme que l'expansion territoriale. Leurs rangs passent de 500 à 3000 combattants et leurs fronts, de 9 à 18⁵⁹. Leur influence se répand alors peu à peu et leur armée se professionnalise.

De leur côté, les grands propriétaires et les latifundistas se regroupent en réaction aux opérations et au renforcement des FARC-EP, pour former les groupes paramilitaires, marqués par les idées d'extrême droite, avec pour objectif la disparition des guérillas. Pour les affaiblir, ils choisissent de terroriser les populations vivant sous leur contrôle et de supprimer tout soutien populaire dont elles pourraient bénéficier. Financés essentiellement par l'argent de la drogue, les paramilitaires ont pu se renforcer rapidement et insuffler la terreur par des massacres collectifs, des tortures, etc.

⁵⁹ Ricardo Vargas Meza, « The FARC, the war and the crisis of the state », *Nacla Report on the Americas*, vol. 31, n° 5, mars-avril 1998, p. 26.

Par ailleurs, leurs liens avec les Forces armées ne sont plus à prouver. En octobre 2001, un rapport de Human Rights Watch révèle les liens étroits qui existent entre les paramilitaires et les unités des Forces armées et de la Police : « unidades de las Fuerzas Armadas y la Policía de Colombia continúan promoviendo, colaborando, apoyando, beneficiándose y tolerando a los grupos paramilitares, vistos como una fuerza aliada y compatible con la suya »⁶⁰. L'expression *Sexta División*, sixième division, est utilisée en Colombie pour désigner les paramilitaires comme une extension des Forces armées qui comptent cinq divisions dans le pays. Lemoine les appelle les « narcos-paramilitaires, étroitement liés à la police et à l'armée, lesquelles, avec les dollars de Washington, livrent une lutte à mort aux FARC-EP, au prétexte d'en terminer avec... le narcotrafic »⁶¹. Les paramilitaires et les Forces de la police et de l'armée « vivent ensemble » dans le port de Barrancabermeja sous les yeux des Colombiens. Ils s'unissent face à l'ennemi commun : la guérilla installée dans une grande partie du pays, contrôlant des zones stratégiques très convoitées comme le Putamayo, une région riche en pétrole et en coca.

C'est ainsi que commence la « sale guerre » dans laquelle les groupes armés s'affrontent pour le contrôle des zones stratégiques et de leur population. La violence et la terreur atteignent à ce moment leur apogée. Les Colombiens sont constamment pris entre les feux des affrontements et deviennent la première cible des groupes

⁶⁰ « Les unités de Forces armées et la Police de Colombie continuent de promouvoir, de collaborer, d'appuyer, de bénéficier et de tolérer les groupes paramilitaires, vus comme une force allié et compatible avec les leurs ». Human Rights Watch, « Colombia: Grupos paramilitares estrechamente ligados a unidades del Ejército y la Policía », Bogotá, Colombie, 4 octobre 2001. En ligne, <http://www.hrw.org/spanish/press/2001/colombia_sexta.html> (page consultée le 20 septembre 2003).

⁶¹ Maurice Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », *Manière de voir*, n° 69, juin – juillet 2003, p. 54.

armés. Pour les civils, tout contact avec un groupe armé revient à devenir la proie d'un autre.

Mais le renforcement des guérillas et surtout des FARC-EP s'explique essentiellement par la crise qu'a révélé la mise en cause du président Samper, accusé d'avoir financé sa campagne présidentielle avec l'argent sale de la drogue⁶². La corruption, qui touche toutes les institutions de l'État, abaisse au plus bas la légitimité des élites colombiennes.

Face à l'affaiblissement des institutions, les FARC-EP rappellent leur objectif politique qui ressurgit de plus belle à ce moment de leur histoire. C'est en 1982 qu'elles ajoutent à leur sigle traditionnel les lettres EP (Ejército del Pueblo, armée du peuple) afin de symboliser ce qu'elles représentent⁶³. Défendre la population et implanter les réformes sociales restent leurs priorités.

Élu président en 1982, Belisario Betancour, du parti Conservateur, entame de réelles négociations de paix avec le principal groupe rebelle et jette alors les bases d'une éventuelle pacification. En effet, Betancour fait un pas significatif en reconnaissant les revendications des FARC-EP ainsi que leur violence comme conséquences de la situation sociale désastreuse du pays et en considérant ces rebelles comme un acteur politique légitime. La rébellion et la guerre sont, selon lui, le résultat d'une crise sociale structurelle et d'une crise institutionnelle accentuée par l'absence de légitimité de l'État. En 1984, le président leur accorde le statut de belligérants et elles en profitent pour rappeler leur double orientation : politique et

⁶² Meza, « The FARC, the war and the crisis », p. 23.

⁶³ María Alejandra Vélez, « FARC-ELN : evolucion y expansion territorial », *Desarrollo y sociedad*, n° 47, 2001, p. 162.

militaire. Betancour a lancé ainsi la tendance des pourparlers. Malheureusement, le gouvernement suivant de Barco se positionnera davantage pour une attitude plus dure⁶⁴.

À la fin de l'année 1984, trois groupes de guérillas, FARC-EP, EPL et M-19 (l'ELN ne faisait pas partie de l'accord) signent un accord de cessez-le-feu et les FARC-EP créent leur propre parti politique, l'Union Patriotique (UP), marqué d'une idéologie plus « Bolivarienne », libératrice, que marxiste-léniniste⁶⁵. Avec ce parti, elles comptent s'implanter dans la vie politique locale, régionale et nationale, dans le but de renverser le gouvernement et de prendre le pouvoir. Elles veulent gouverner en accord avec les autres partis et mouvements dans un système multipartiste en opposition au monstre d'immobilisme que représentent les partis au pouvoir. Mais en 1988, plus de 200 membres de l'UP sont assassinés⁶⁶. Aucun cessez-le-feu n'est plus possible. L'année suivante, le groupe belligérant décide de quitter le parti pour se consacrer à la lutte contre les institutions colombiennes archaïques⁶⁷. Néanmoins, l'UP existe toujours aujourd'hui mais reste assimilée au groupe rebelle et peine à s'imposer comme un acteur autonome sur la scène politique.

Quatre jours avant l'élection de Gaviria en 1990, les FARC-EP affirment que Barco a ruiné le processus de paix engagé avec Betancour. Elles exigent un dialogue avec le nouveau gouvernement, « direct et ouvert » dans le cadre d'un cessez-le-feu

⁶⁴ Meza, « The FARC, the war and the crisis of the state », p. 25.

⁶⁵ Román D. Ortiz, « Insurgent Strategies in the Post-Cold War : The Case of the Revolutionary Armed Forces of Colombia », *Studies in Conflict & Terrorism*, 25, 2002, p. 130.

⁶⁶ Meza, « The FARC, the war and the crisis of the state », p. 25.

⁶⁷ Boudon, « Guerrillas and the State », p. 282.

bilatéral. Elles imposent également leur participation à l'Assemblée constituante. Mais Gaviria semble rejeter toutes solutions de paix⁶⁸.

C'est sous la présidence d'Ernesto Samper que la crise institutionnelle s'aggrave le plus. En effet, la violation des droits humains par le gouvernement, dévoilée aux yeux de tous les Colombiens et du reste du monde par les États-Unis et le Congrès colombien plonge le pays dans un profond isolement. La volonté de l'État de résoudre le conflit est jugée nulle par la communauté internationale.

Le président Andrés Pastrana, élu en 1998, tente de réparer les erreurs de son prédécesseur et reprend les pourparlers avec les FARC-EP. Sa politique reste la même durant la quasi-totalité de son mandat : il mise sur une résolution négociée du conflit. C'est pourquoi il accorde aux FARC-EP une « zone démilitarisée » d'une surface de 42 000 Km², à San Vicente del Caguan, où doivent se dérouler les pourparlers. Cependant, les négociations, rythmées par les attaques des différents groupes armés, échouent. Dans un revirement brusque le 9 janvier 2002, le président annonce une première fois la fin des pourparlers accordant quarante huit heures aux FARC-EP pour quitter la zone en question. Après une brève reprise des négociations, Pastrana confirme la fin du processus de paix avec les FARC-EP suite au détournement d'un avion commercial et à l'enlèvement d'un sénateur, attribués à la guérilla mais non revendiqués par elle. Les troupes sont envoyées dans San Vicente del Caguan et la région est désertée par la guérilla.

Depuis plus de 20 ans, les processus de paix se succèdent. Le *Plan Colombia*, élaboré durant le mandat de Pastrana, prévoit un renforcement des Forces armées

⁶⁸ Meza, « The FARC, the war and the crisis of the state », p. 25.

colombiennes par les États-Unis, tout comme ils l'ont fait au Viêt-Nam avant d'y déclarer la guerre. Le conflit semble se trouver dans une impasse et l'intervention de la communauté internationale est maintenant considérée comme indispensable par la grande majorité des observateurs. Pourtant, le président actuel, Alvaro Uribe Velez affirme sa volonté d'obtenir la paix par la force.

Section 2 – Les stratégies de renforcement de la guérilla

Durant les deux dernières décennies, les FARC-EP se sont renforcées pour devenir la guérilla la plus puissante d'Amérique latine. Elles ont d'abord élaboré leurs stratégies de financement artisanales afin de couvrir les coûts de la guerre. Mieux armés et plus nombreux, les guérilleros se sont alors imposés sur une grande partie du territoire et ont réussi à s'insérer dans la vie politique locale. Cependant, la guérilla, par définition, ne peut se passer de violence.

Dans cette partie, il s'agit d'informer le lecteur sur les techniques qui ont permis aux FARC-EP de se développer. Les bases seront alors posées pour analyser les relations entre les FARC-EP et les populations sous leur contrôle dans le chapitre suivant.

1. Les stratégies de financement

1.1. Stratégies initiales : Force est de constater l'importance de la dimension économique des guerres civiles, distincte de la dimension politique. La guérilla doit toujours rester puissante économiquement afin de se développer, de perdurer et de se mesurer à l'ennemi. De manière générale, les groupes armés engagés dans un conflit civil doivent faire face à de nombreuses dépenses matérielles pour réussir à

concurrencer l'armée de l'État et les autres combattants. La logistique ou ce que Wickham-Crowley appelle « l'infrastructure de soutien »⁶⁹ coûte cher ; elle comprend les armes, les baraques, le recrutement, la rémunération des combattants et l'encadrement des populations.

Comme tous les groupes rebelles, les FARC-EP sont amenées à se financer et à se fournir elles-mêmes : récupération d'armes sur l'ennemi, moyens de subsistance tirés de la population, expropriation de banques, dons de paysans, vols de bétails etc. Les FARC-EP ne dépendant d'aucune aide extérieure ont su rassembler les ressources dont elles avaient besoin pour se déployer et ont développé une large autonomie. C'est selon Andrés Cala, journaliste colombien établi au Costa Rica, le secret du succès des FARC-EP. Elles ont construit une « infrastructure économique [autonome] qui pourrait soutenir le mouvement indéfiniment »⁷⁰.

Au commencement, les embuscades tendues aux forces publiques afin de récupérer leurs armes constituent l'unique source d'armement. En effet, dans les années 1970, tous les groupes de guérillas peinent à se financer et à s'armer correctement. Ils survivent grâce à des prises d'assaut des caisses du crédit rural ou bien par des contrats de protection avec les éleveurs et les agriculteurs. De plus, une partie de leur financement vient des populations qu'elles contrôlent. Les FARC-EP développent sur leurs zones une relation économique avec les habitants par le commerce des médicaments, de la nourriture, etc. Cette relation sera davantage exposée dans le prochain chapitre.

⁶⁹ Wickham-Crowley, « Terror and Guerrilla Warfare », p. 224.

⁷⁰ Cala, « The enigmatic guerrilla », p. 59.

Malgré ces efforts, elles ne réussissent pas encore à s'imposer militairement au niveau national. Les différents groupes armés installent la terreur et les FARC-EP y participent avec les enlèvements, devenus une véritable industrie dans l'ensemble de l'Amérique latine. En 2000, en Colombie, les enlèvements contre rançons atteignent le nombre alarmant de 3706⁷¹. Les premiers à avoir utilisé ce qu'ils appelaient la « rétention révolutionnaire » sont les membres du M-19⁷². Elle se répand ensuite chez tous les groupes rebelles, dès les années 1980.

Entre 1997 et 2000, le nombre d'enlèvements s'est considérablement accru. Cette augmentation s'explique en particulier par l'arrivée du phénomène de la « pêche miraculeuse » conçue par les groupes de guérillas auxquelles on impute 70% de ces enlèvements⁷³. Cette pratique consiste en des enlèvements collectifs, ciblés ou non : personnes politiques, journalistes étrangers, touristes, etc. C'est dans ce contexte que la candidate du parti écologiste Oxygène, Ingrid Betancourt a été enlevée par les FARC-EP en février 2002. On compte 3000 enlèvements de ce type chaque année. Toutes ces techniques relèvent à la fois de la stratégie de financement mais également de la stratégie d'intimidation vis-à-vis de la société (pour imposer leur autorité) et vis-à-vis du gouvernement (pour s'imposer comme principal acteur du conflit).

L'objectif étant monétaire, les plus riches sont les plus visés. Néanmoins, la classe moyenne s'avère être une cible plus avantageuse. Elle rapporte de plus petites sommes mais sans trop de problèmes. Les enfants se révèlent également une cible de

⁷¹ C'est en Colombie qu'on dénombre le plus d'enlèvements. Moor, M., *La industria del secuestro en Colombia : un negocio que nos concierne ?*, Ed. Liduine Zumpolle, Utrecht, Pax Christi Holando, 2002, p. 27.

⁷² *Ibid.*, p. 26.

⁷³ *Ibid.*, p. 33.

choix. Les parents payent en quelques heures sans même tenter de négocier, ne disposant d'aucun moyen de défense face à ces pratiques. Payer la rançon semble être la seule façon de sauver la victime.

Dès les années 1990, les enlèvements constituent une des sources principales de financement des FARC-EP et de l'ELN. D'après le journal *El Espectador*, ils représentent 35 % des revenus des premiers et 34 % pour les seconds⁷⁴. Entre 1991 et 1999, on estime à 1500 millions de dollars US le revenu des enlèvements pour ces deux groupes illégaux. Pourtant, à la fin de cette décennie, les revenus des enlèvements pour les FARC-EP seraient passés de 137 millions de dollars US en 1996 à 39 millions en 1998. En contrepartie, les rémunérations rapportées par les extorsions auraient augmenté au même rythme⁷⁵. Cela pourrait être interprété comme une volonté de la guérilla de réduire les violations des droits humains afin de récupérer la légitimité que ces pratiques lui enlèvent.

Cependant, ni les FARC-EP ni les autres groupes rebelles ne se résignent à admettre l'utilisation de ces techniques. Lors d'une entrevue accordée à Sylviane Bourgeteau, en 2000, Raul Reyes, interrogé sur les enlèvements, affirme que les FARC-EP ne kidnappent pas mais se contentent de « prélever un impôt sur ceux qui financent la guerre »⁷⁶. Il admet détenir plus de 500 prisonniers de guerre mais ne révèle aucune détention de civils⁷⁷. Conscients de la gravité de ces crimes, les groupes rebelles qui se disent défenseurs de la population, ne peuvent avouer

⁷⁴ Hubert Prolongeau et Jean-Christophe Rampal, « En Amérique latine, l'industrie des enlèvements », *Le Monde diplomatique*, novembre 1997.

⁷⁵ Moor, M., *La industria del secuestro*, p. 34.

⁷⁶ Sylviane Bourgeteau, Joaquin Gomez et Raul Reyes. « Colombie : la dernière guérilla ? », *Politique internationale*, n° 87, printemps 2000, p. 268.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 266.

commettre de telles pratiques. Néanmoins, les FARC-EP tentent de se justifier auprès d'organisations comme Human Rights Watch qui dénonce ces agressions. Elles affirment que les déclarations officielles sur les droits humains telles que la Convention de Genève ne correspondent pas à la situation de la Colombie et que certaines pratiques contre la population sont parfois nécessaires à leur lutte contre l'oppression de l'État.

Une ambiance de terreur règne dans le pays. Partout la population est otage d'un groupe ou d'un autre. Une véritable industrie des enlèvements s'est développée. Des bandes de délinquants enlèvent et revendent leurs victimes aux groupes armés, plus à même de négocier la rançon. Ces pratiques ont permis aux différentes organisations illégales de diversifier leurs sources de financement au même titre que la coca à partir des années 1980.

1.2. Diversification des sources de financement : Trois objectifs majeurs ont été dégagés dans la stratégie des guérillas : diversifier les sources de financement, étendre et disperser les fronts et développer l'influence au niveau local⁷⁸. Il semble que le premier de ces objectifs soit celui qui permet aux autres de se réaliser. Les études sur les guerres civiles ont montré que le conflit provient souvent d'une flambée des revenus liés soit à l'agriculture, soit à diverses activités illégales et qui fournissent aux rebelles le financement nécessaire à la guerre⁷⁹. Dès 1985, les FARC-EP s'étendent de manière surprenante. Selon des auteurs comme Camilo

⁷⁸ Camilo Echandía Castilla, « La guérilla colombienne : conditions objectives et stratégies d'une expansion », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 34, juil-sept 1999, p. 34.

⁷⁹ Camilo Echandía Castilla, « Les dimensions territoriales du conflit armé », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 1044, printemps 2002, p. 33.

Echandía Castilla, cette expansion n'aurait pas pu être possible sans l'argent de la coca⁸⁰.

Au commencement de cette économie, les FARC-EP refusent l'argent de cette « culture du diable »⁸¹ et interdisent la coca sur leurs territoires. Pourtant, elle se répand spontanément dans tout le pays, permettant aux paysans de survivre. Elle présente en effet beaucoup d'avantages pour les cultivateurs : elle ne nécessite ni pesticides, ni fertilisants et participe à un trafic local accessible, avec un prix fixe et une demande constante⁸². Les guérilleros se rendent alors vite compte que leur position entre en contradiction avec leurs revendications sociales et leur fait plus certainement perdre le soutien de la population. Interdire la coca à ces paysans revenait à les priver d'emploi et de nourriture. Celle-ci représente pour les paysans la seule chance de faire vivre leurs familles. Les FARC-EP acceptent alors la coca sur leurs terres.

Déterminées à en profiter comme tous les autres groupes et institutions, elles décident de prélever un « impôt révolutionnaire » sur les récoltes aux narcotrafiquants. Ceci constitue alors une nouvelle source de financement qui permet à la guérilla de se développer. Les FARC-EP avaient réussi à diversifier leurs sources de revenus. Aujourd'hui encore implantées dans les plus grandes zones de cultures de coca, elles font payer aux trafiquants de drogue une taxe de 8% sur les récoltes⁸³.

⁸⁰ Vélez, « FARC-ELN », p. 165.

⁸¹ Maurice Lemoine, « Guerre, narcotrafic et cultures illicites », *Manière de voir*, n° 69, juin-juillet 2003, p. 48.

⁸² Alfredo Molano, « The evolution of the FARC: a guerrilla group's long history », *NACLA Report on the Americas*, 34 :23-31, n° 2 sept. – oct. 2000, p. 27.

⁸³ *Id.*

Les FARC-EP taxent également les commerçants et les paysans. Dans les régions de cultures de coca, elles protègent la possession de terres et prélèvent un impôt à ceux qui cultivent plus de trois hectares⁸⁴. À ce sujet, García tente d'expliquer qu'étant donné les bas revenus que touchent les paysans, taxer ce revenu pourrait être la source d'une perte d'appui et de légitimité. Néanmoins, payer cet impôt à la guérilla revient à contribuer aux coûts de maintenance et aux fonctions que cet État alternatif assure dans les zones contrôlées⁸⁵, ce qui permet de faire accepter cette taxe. Mario Aguilera Peña explique que la guérilla prélève des impôts sur la culture de la coca pour pouvoir atteindre leur objectif de diversifier les cultures. En effet, elle veut éviter que les paysans soient dépendants de leur culture et prévoir qu'en cas de crise de la coca, ils puissent continuer leurs activités⁸⁶. Par ailleurs, il est important de noter la proportion de financement des FARC-EP par cet impôt. Les paysans ne récupèrent que 1% de la production de coca et c'est ce 1% que les FARC-EP taxent de 1%⁸⁷. Leurs bénéfices sur la production de coca sont donc réellement minimes. Comme l'explique Guillermo R. Aureano, il est important de bien situer les guérillas sur l'échelle des profits de cette économie. Les revenus de la drogue sont pour elles un moyen de diversifier leurs sources de financement mais ne semblent pas en être la principale.

Les chiffres sur les revenus des FARC-EP sont délicats à manipuler. Il est admis que leurs trois principales sources sont les enlèvements, la drogue et les

⁸⁴ Tarif fixe par hectares supplémentaires.

⁸⁵ García, « Coca, guerrilla y sociedad civil en el Guaviare », p. 26.

⁸⁶ Mario Aguilera Peña, « Justicia guerrillera y población civil: 1964-1999 », *Bulletin de l'Institut français des études andines*, Vol. 29, n° 3, 2000, p. 457.

⁸⁷ Guillermo Aureano, « Le Plan Colombie : la mort à crédit », conférence du 4 novembre 2003 à l'Université de Montréal.

extorsions. Cependant, les classer par importance paraît difficile. Echandía affirme sans hésiter que les cultures illicites représentent la part la plus importante des revenus des FARC-EP, soit 41%⁸⁸, alors que Guillermo R. Aureano présente davantage les enlèvements comme étant leur principale rétribution. Il semble donc difficile de déterminer avec certitude les pourcentages de chacune des sources de revenus. Le contexte de guerre et la nature illicite de ces activités rendent les comptes difficiles. L'économie des FARC-EP est basée sur ces trois sources et il est fort probable que sans l'une d'elle, elles n'auraient pas pu se renforcer. Il est donc facile de croire que chacune rapporte environ un tiers du revenu global des FARC-EP contrairement aux AUC pour qui 70% du financement provient de la drogue⁸⁹.

Les FARC-EP, fortes de ces différentes sources, parviennent à développer un marché noir international d'armes leur donnant un avantage économique significatif⁹⁰. Mais considérer les groupes de guérillas comme riches, comme le fait Suarez, paraît trop rapide. En effet, ils utilisent toujours leurs armes artisanales, imprécises et dangereuses à manipuler, ce qui constitue la preuve de leur richesse relative. Toutefois, la coca leur a permis de se renforcer, essentiellement au niveau militaire, et de développer leur stratégie d'expansion territoriale et politique afin de répandre leur autorité dans tout le pays

⁸⁸ Sophie Daviaud, « Les ONG colombiennes de défense des droits de l'homme face aux violences », *de l'institut français d'Etudes Andines*, vol. 29, n° 3, 2002, p. 366.

⁸⁹ Daniel Pécaut, « Colombie, la société prise en otage », *Esprit*, décembre 2002, p. 148-149.

⁹⁰ Alfredo Rangel Suárez, « La guerrilla de ayer y de hoy », *Ciencia Política*, Bogotá, 1995, n° 39, p. 52.

2. Stratégie d'expansion

L'expansion territoriale est l'un des objectifs majeurs des groupes rebelles. Cette volonté d'expansion partagée par les différents acteurs illégaux colombiens les a conduits à une « sale guerre ». Cependant, contrairement aux paramilitaires, les FARC-EP suivent un autre objectif, déjà mentionné précédemment, celui de développer leur influence au niveau de la politique locale.

Dès leur création, les FARC-EP s'imposent dans les régions d'autodéfense où les paysans ont été poussés par la *Violencia*. Ces zones – Marquetalia, Riochiquito, El Pato, Guayabero, Sumapaz et El Ariari – totalement désertes et sans intervention de l'État, offrent aux rebelles l'opportunité de se développer. C'est le cas de la « République Indépendante » mise en place en 1960 par les paysans ruinés par le contexte économique et par l'incapacité de l'État à leur venir en aide.

Déjà, lors de leur troisième conférence nationale en 1969, les FARC-EP affirment leur volonté d'étendre leur idéologie à tout le pays et de développer une stratégie plus offensive. Elles créent leur quatrième front dans le Magdalena Medio⁹¹ et contrôlent une grande partie du Sud du territoire, s'attaquant également au centre et au nord dans le but de contrôler au moins un département par région. L'accès à la mer, « voie obligatoire pour l'approvisionnement d'armes » devient une priorité. Elles fusionnent alors les régions de l'Uribe et de l'Uraba⁹². Mais leur expansion est encore lente. Entre 1966 et 1974, les zones visées sont celles de Duda, Ariari, et Caguan mais aussi les départements du Meta, Huila, Caqueta, Cundinamarca et Tolima. Depuis, les noyaux d'expansion se sont étendus au nord du Cauca et au sud

⁹¹ Velez., « FARC-ELN : evolucion y expansion territorial », p. 159.

⁹² *Ibid.*, p. 158.

du Tolima, dans le Magdalena Medio et l'Uraba⁹³. Elles passent de 10 fronts à la fin des années 1970 à plus de 20 au début des années 1980.

En 1982, se tient la septième conférence nationale des FARC-EP. C'est à cette occasion qu'elles redéfinissent clairement leur action stratégique⁹⁴ :

1. Urbaniser le conflit ;
2. Atteindre une cinquantaine de fronts ;
3. Faire de la Cordillère centrale une aire de déploiement stratégique et de Bogotá, le centre de cette aire ;
4. Obtenir des financements pour l'expansion du mouvement : capital financier des grandes villes, monopoles et propriétés et impôts aux narcotrafiquants ;
5. Infiltrer les mouvements syndicaux, universitaires, d'actions communes etc, donc d'étendre le mouvement à d'autres catégories que les paysans.

À l'heure de l'essor de la coca, les guérillas commencent à rassembler les ressources nécessaires pour atteindre leurs objectifs. Leurs zones d'influence sont consolidées par l'impôt qu'elles prélèvent sur les cultures illicites. Ce financement leur permet également de penser à une nouvelle stratégie pour contrôler Bogotá. Dans les années 1990, les observateurs constatent leur expansion dans des régions plus économiquement stratégiques et plus près des centres administratifs et politiques. Restées une guérilla rurale pendant plus de 30 ans, les FARC-EP ont réussi à accumuler la puissance nécessaire à une telle expansion. À la fin des années 1990, elles comptent 63 fronts ruraux et 4 fronts urbains⁹⁵ et ont étendu leur présence à 622 municipalités sur 1071 au total⁹⁶. Le contrôle militaire et politique des FARC-EP est renforcé notamment au sud, tandis que les paramilitaires tentent d'affirmer leur contrôle dans le nord caribéen, qui est une région traditionnelle d'influence des

⁹³ *Id.*

⁹⁴ *Ibid.*, p. 162-163.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 167.

⁹⁶ Meza, « The FARC, the war and the crisis of the state », p. 22.

FARC-EP⁹⁷. Ces zones de « colonisation »⁹⁸ deviennent alors le terrain d'affrontements violents entre les guérillas, l'armée et les paramilitaires.

Depuis la chute du communisme, les FARC-EP semblent avoir quelque peu changé de stratégies et d'objectifs. Si la révolution n'est plus de mise, la lutte est toujours légitime. Il s'agit toujours de la stratégie de la prise du pouvoir mais au niveau local plutôt que national.

Face à la violence des institutions et de leur armée, les FARC-EP se sont mises à convoiter les pouvoirs locaux. Dans les municipalités, elles enlèvent les hommes politiques les plus corrompus qui utilisent les fonds publics pour financer leurs activités, et y font élire leurs propres représentants afin de s'imposer davantage auprès de la population dans tout le pays. Cette stratégie semble aller de pair avec leurs convictions. Elles veulent agir au niveau le plus bas mais aussi le plus proche de la population.

Sur les raisons de l'expansion des FARC-EP, deux visions s'opposent. La première, que Ricardo Vargas Meza, sociologue et philosophe colombien soutient, attribue cette expansion à l'absence de l'État dans la plupart de ces régions et au pouvoir de rassemblement des FARC-EP. L'auteur explique qu'elles ont su profiter de la faiblesse de l'État et de son incapacité à fournir à ses citoyens les fonctions essentielles de santé, d'éducation et de justice, pour s'établir et se présenter aux Colombiens comme une force alternative, capable de gérer la vie de la communauté. Selon lui, les FARC-EP savent exploiter toutes les opportunités comme le chômage,

⁹⁷ *Id.*

⁹⁸ Le mot colonisation est utilisé dans la littérature spécialisée pour définir la dynamique d'expansion des groupes armés. Celle-ci se fait essentiellement par la force, les groupes s'affrontent pour gagner des territoires.

la crise agraire, la corruption des politiques pour augmenter leur légitimité. L'abandon par le gouvernement de ses responsabilités fait donc passer la guérilla pour un rempart contre les agressions de celui-ci. Par ailleurs, les fautes de l'État sont visibles. Avec le Front National, les élites ont perdu la légitimité qui leur restait. Cet accord imposait un immobilisme contraire aux lois de la démocratie et supprimait toute opposition légale, favorisant la formation de groupes insurgés⁹⁹.

La vision opposée, représentée essentiellement par Camillo Echandía Castilla dénonce le « mythe selon lequel la présence des guérillas s'explique par "l'absence de l'État" ». D'après l'auteur, cela relève davantage de leur pouvoir de « chasser » l'État des zones stratégiques pour y imposer leur autorité¹⁰⁰. Il explique que l'expansion des guérillas est due à sa forte capacité d'intimidation plutôt qu'à son « pouvoir de rassemblement »¹⁰¹. Par cette technique, elles parviennent à faire élire leurs représentants aux élections municipales et aux différents postes d'influence afin de consolider leur pouvoir local :

« Au niveau local, ces organisations agissent comme des réseaux de pouvoir, qui utilisent la force et sont capables d'imposer leur contrôle sur la population par l'intimidation, en remplaçant les liens de solidarité collective par la méfiance mutuelle, qui se manifeste par la loi du silence et l'isolement. »¹⁰²

Pourtant, les FARC-EP, dès les années 1960 se sont installées dans des zones où l'État n'était jamais venu. Leur expansion dans ces années-là semble s'être déroulée dans un contexte où leur puissance était trop faible militairement et politiquement pour « chasser » l'État et son armée d'une zone convoitée. Mais c'est

⁹⁹ Meza, « The FARC, the war and the crisis of the state », p. 25.

¹⁰⁰ Echandía Castilla, « Les dimensions territoriales du conflit armé », p. 44.

¹⁰¹ Echandía Castilla, « La guérilla colombienne », p. 50.

¹⁰² *Ibid.*, p. 45.

effectivement dans les années 1980 que les FARC-EP rassemblent assez de force et d'influence pour chasser les élites des postes locaux et étendre leur pouvoir politique. Cette deuxième vision pose alors la problématique de l'utilisation par les FARC-EP d'une troisième stratégie, celle de la terreur.

3. Stratégie de terreur

Le besoin de s'autofinancer et l'enrichissement trop rapide dû à l'économie de la drogue ont poussé les groupes rebelles à mener une guerre de territoires pour le contrôle des richesses naturelles (pétrole, or, émeraude etc). Ces ambitions ont peu à peu pris une ampleur démesurée dans les années 1980 et 1990 et ont accéléré le rythme des confrontations. Malgré leurs préoccupations sociales, les FARC-EP ont recours aux mêmes stratégies de guerre et de terreur que les autres groupes rebelles. Les différentes factions s'entretuent, se chassent, se pillent mutuellement pour la conquête et le contrôle des zones stratégiques. Elles visent toutes l'occupation des terres riches en ressources naturelles. Cette occupation reste néanmoins précaire car la possibilité de reconquête par l'ennemi existe toujours.

C'est en ce sens que Pécaut parle d'une société prise entre deux feux. Elle fait l'objet de pressions, passe sous le contrôle d'un groupe armé à un autre selon les résultats des affrontements et se voit régulièrement déplacée¹⁰³. Au regard de ce contexte, Pécaut affirme qu'il ne s'agit plus d'une guerre « civile » car la violence du conflit ne permet pas à la société de se prononcer en faveur d'un groupe ou d'un autre. Les rebelles s'affrontent pour le contrôle des richesses et dans l'indifférence

¹⁰³ 1 843 000 personnes ont été déplacées entre 1985 et 1999 suivant les chiffres de Sophie Daviaud, « Les ONG colombiennes », p. 361.

des populations qu'ils sont sensés représenter. La population se retrouve prise : « plus exactement, sous les deux feux puisque c'est en la prenant pour cibles et en la délogeant que les acteurs armés gagnent du terrain »¹⁰⁴.

Cette sale guerre, Pécaut la qualifie de « terreur politique de droite ». Toutes les personnes soupçonnées de sympathie envers la guérilla ou bien d'opposition au régime sont assassinées par l'armée ou les paramilitaires. En contrepartie, les FARC-EP suppriment tous ceux qui semblent soutenir leurs ennemis. Le massacre des membres de l'UP alors qu'une trêve venait d'être conclue entre les FARC-EP et le gouvernement illustre la perversion de cette guerre qui prend pour cible la population colombienne. Sont essentiellement victimes d'assassinats fréquents les syndicalistes, les cadres des organisations populaires, les dirigeants paysans ainsi que les défenseurs des droits de l'homme. Si les responsables sont en majorité les narcotrafiquants, les paramilitaires et militaires, les guérillas sont aussi coupables de maints assassinats de membres de partis traditionnels, « mais le nombre de leurs victimes n'est pas comparable »¹⁰⁵. Il existe un consensus sur ces chiffres : les paramilitaires sont responsables d'environ 75% des crimes commis sur le territoire colombien¹⁰⁶.

En Colombie, les stratégies de guerre utilisées par les groupes armés ont fait régner la loi du silence. Les FARC-EP prennent part à cette dynamique d'intimidation et de terreur, contraire à l'image qu'elles veulent véhiculer. Pourtant, leur but est toujours de se renforcer afin de pouvoir gagner la lutte. Souvent, elles

¹⁰⁴ Pécaut, « Guerre, processus de paix, polarisation politique », p. 25.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 12.

¹⁰⁶ Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, « La situation des droits de l'homme », Dossier 2212, 16-31 mars 1998, p. 10.

tendent de justifier certains crimes par l'action de jeunes combattants ignorants des convictions du groupe. Ceux-là sont alors punis. Elles ajoutent que certaines violences sont parfois nécessaires pour atteindre leurs objectifs : « La guerre est un monstre, elle génère des brutalités sans limites. Mais nous avons un projet de transformation sociale »¹⁰⁷.

La première menace à laquelle la guérilla doit faire face en arrivant dans une zone peuplée est la réaction hostile de la population. Il est indispensable pour elle de contrôler les habitants de la région afin de garantir sa stabilité et son expansion territoriale¹⁰⁸. Tout processus d'expansion d'un groupe armé nécessite la force, mais celle-ci est souvent suivie d'actions destinées à présenter les rebelles comme une alternative à l'État.

¹⁰⁷ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », p. 55.

¹⁰⁸ Aguilera Peña, « Justicia guerrillera y población civil », p. 439.

CHAPITRE 2

RELATIONS FARC-EP / POPULATION

Fortes de ce renforcement à la fois économique, territorial, politique et militaire, les FARC-EP recherchent la légitimité nécessaire pour contrôler les ressources du pays et les populations. Malgré leur diversification économique et leur perte de dépendance financière vis-à-vis des civils qu'elles contrôlent, elles continuent d'entretenir des relations avec eux afin de recevoir de leur part le soutien populaire essentiel à leur maintien. Ce soutien populaire leur permet également de conserver une certaine légitimité aux yeux de la communauté internationale. Mais quelles sont leurs réelles intentions envers ces civils ? Qu'est-ce qui motive leur lutte, quarante ans après leur naissance ?

Comme déjà mentionné dans l'introduction, il existe plusieurs types de relations qui engendrent différents soutiens. Afin de bien analyser ces différents cas dans ce chapitre, il est important de rappeler le contexte qui nous permet de constater chacun des trois types de relations et de soutiens pour ensuite établir dans quelle mesure les FARC-EP représentent une alternative à la crise colombienne. L'objectif de ce chapitre est donc de vérifier l'hypothèse selon laquelle les FARC-EP bénéficient toujours d'un soutien populaire relatif dans la mesure où, dans le conflit

colombien, les guérillas de gauche restent les seules à se préoccuper de la société civile.

Section 1 – Les FARC-EP : la plus vieille guérilla du monde

L'objectif de cette section est de montrer que, selon le premier constat, les FARC-EP ont adapté leur idéologie aux changements du monde et ont ainsi suivi l'évolution des demandes des masses populaires depuis 1964. C'est cette capacité d'adaptation qui leur permet de lutter encore aujourd'hui et de rassembler les paysans autour d'elles. Cette section expose le premier type de soutien qui ne découle d'aucune relation directe entre les FARC-EP et la population.

1. Idéologie évolutive

Les FARC-EP sont nées sous la bannière du marxisme. Comme Pécaut l'explique, celui-ci fut fort bien accueilli comme réponse à l'inaction des élites envers la pauvreté et la société rurale. La guérilla, à ses débuts, a clamé les valeurs de cette idéologie qui prenait en compte les conditions des petits travailleurs et appelait à la révolution. D'origine paysanne, elle gagnait *de facto* le soutien de cette classe sociale.

Aujourd'hui, les FARC-EP sont souvent accusées d'avoir perdu leur idéologie et de n'être mues que par des intérêts économiques. Selon certains auteurs, ces combattants ne se soucieraient plus des paysans et des populations pauvres qu'ils disent représenter. Leur indépendance financière les aurait menés à ne plus rechercher l'appui de la population. Les guérillas seraient passées, comme le pense Suarez, de

l'idéologie au pragmatisme, « del redentismo a la realpolitik »¹⁰⁹. Il ne les considère plus comme des mouvements paysans, leur croissance rapide ne tenant ni à la révolte sociale ni à la protestation idéologique mais davantage à leur capacité à obtenir des fonds, à contrôler certains territoires et à assurer leur omniprésence dans les autres¹¹⁰. Il rejoint ainsi la position américaine qui se borne à considérer les groupes de guérilla comme des groupes terroristes par leur recherche « systématique, permanente et délibérée » de la domination. L'auteur nous rappelle ici la vision de Camilo Echandía Castilla, expliquée dans le chapitre précédent, pour qui l'intimidation représente la principale stratégie des FARC-EP. Cependant, ces auteurs semblent oublier de s'interroger sur les moyens qui ont permis aux FARC-EP de maintenir cette expansion. Il est trop réducteur d'expliquer la force des groupes de guérilla simplement par leur capacité de réunir les ressources économiques nécessaires avec les extorsions, les enlèvements et la menace. Il est plus juste de dire que les FARC-EP ont su profiter des failles du régime¹¹¹. En effet, à chaque fois que les Colombiens de la société rurale se sentaient lésés par leur gouvernement, elles ont su proposer une alternative qui semblait correspondre aux attentes de ces populations.

Pour atteindre leurs objectifs, les FARC-EP ont su faire évoluer leur idéologie quand il le fallait. Le marxisme est effectivement dépassé, surtout depuis la chute du communisme et le secrétariat général des FARC-EP en est conscient. Manuel Marulanda s'est lui-même qualifié de « grand capitaliste » dans la mesure où, aujourd'hui, tout s'achète avec des dollars et que les Colombiens ne peuvent plus

¹⁰⁹ Suarez, « La guerra de ayer y de hoy », p. 53.

¹¹⁰ *Id.*

¹¹¹ Meza, « The FARC, the war and the crisis of the state », p. 23.

rester sans rien¹¹². Dans le même sens, Raul Reyes, *comandante* des FARC-EP, s'exprimait ainsi en 1999 :

« Le marxisme-léninisme doit être rénové et s'ajuster à la nouvelle réalité du monde. On ne peut plus penser construire un socialisme à la soviétique, à la chinoise, à la vietnamienne, à la cubaine... On est dans un autre moment de l'histoire, à l'époque du cyberspace et d'internet. Il faut mettre les instruments de la science et des techniques au service des processus économiques, politiques et sociaux. »¹¹³

Les FARC-EP ont adapté leurs idées aux changements de la scène internationale. Jusque dans les années 1990, elles restent liées au PCC et entretiennent des rapports avec le bloc soviétique. Alors que l'adoption de la lutte révolutionnaire répondait aux espérances des masses populaires dans les années 1960, les années 1990 font naître dans la société de nouvelles attentes. L'échec du communisme oblige les FARC-EP à changer d'idéologie et de stratégies, les poussant davantage vers le socialisme. Elles établissent alors un nouveau programme plus « réformiste, nationaliste et pratique »¹¹⁴ et répondent ainsi aux demandes de réformes sociales des paysans. La prise du pouvoir et la révolution sont abandonnées. C'est à cette époque qu'elles décident de combattre l'État en s'insérant dans la politique locale afin d'étendre leur influence dans tout le pays. Elles n'en déposent pas les armes pour autant continuant à se présenter comme « l'armée du peuple ».

Leur idéologie est devenue davantage une opposition au régime en place, au clientélisme et à la corruption qui gangrèment les institutions étatiques. Ces positions rallient toujours les paysans mécontents de la situation du pays qui réclament des

¹¹² Cala, « The enigmatic guerrilla: FARC's Manuel Marulanda », p. 59.

¹¹³ Lemoine, « En Colombie, une nation, deux États ».

¹¹⁴ Chernick, « Elusive peace: struggling against the logic of violence », *Nacla Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, sept. – octobre 2000, p. 36.

réformes. Selon Marulanda, les FARC-EP doivent être influentes mais non dominatrices¹¹⁵. Leur chef n'entend pas imposer ses visions mais davantage les faire accepter.

Les FARC-EP existent depuis plus de 40 ans et ont su rester un acteur puissant et majeur dans le conflit. Les nombreuses négociations engagées avec le gouvernement les placent au rang d'acteur politique avec des revendications légitimes. Comme l'affirme Alain Joxe, les cultures de marijuana, coca et pavot ne constituent pas l'essence de la définition des FARC-EP, qui demeurent une milice paysanne d'autodéfense, d'origine communiste orthodoxe avec 20 ans d'histoire antérieure à la narco-agriculture¹¹⁶. Leur lutte durant les années précédant l'économie de la drogue prouve leur ambition de réformer l'État et de combattre les inégalités.

2. Le soutien populaire, facteur indispensable au maintien des FARC-EP

2.1. *Longévité des FARC-EP* : Les FARC-EP sont la guérilla la plus puissante et la plus ancienne et Manuel Marulanda Vélez, leur chef, est le plus vieux guérillero du monde, ayant passé plus de cinquante années dans la guérilla. Alain Labrousse assoit leur puissance sur leur pérennité. Mais comment ont-elles pu survivre à plus de quarante ans de guerre ? Les auteurs semblent d'accord pour dire que les FARC-EP ont longtemps cherché le soutien des populations qu'elles contrôlent afin de pouvoir extraire les ressources de celles-ci et acquérir une légitimité plus forte aux yeux de l'État et de la communauté internationale. Alain Labrousse insiste sur la légitimité des FARC-EP et la reconnaissance de celles-ci comme un réel pouvoir local, non

¹¹⁵ Cala, « The enigmatic guerrilla: FARC's Manuel Marulanda », p. 58.

¹¹⁶ Alain Joxe, « Colombie : guerre à trois camps, processus de paix "en panne" et intervention américaine », *Recherche internationale*, n° 4, 58, 1999, p. 87.

seulement par les habitants, mais aussi par le gouvernement. C'est, selon lui ce qui explique les victoires électorales des représentants de l'UP, le parti politique créé par les FARC-EP dans les années 1980. Les observateurs ont constaté le succès des membres de l'UP dans les agglomérations proches des zones de contrôle des FARC-EP¹¹⁷. En effet, alors que tout le pays connaît l'origine de ce parti et ses liens avec la guérilla marxiste, il remporte, aux élections de 1986, 350 postes de conseillers municipaux, 23 sièges de députés et 6 sièges de sénateurs élus au Congrès¹¹⁸. Les massacres de plusieurs milliers de ses membres par les groupes paramilitaires entraînent la chute du parti et ce fut la raison de son échec.

L'escalade de la violence a plongé les Colombiens dans la terreur. Elle émane de tous les groupes armés, y compris des FARC-EP. Cependant, celles-ci existent et luttent toujours pour une « Colombie aux Colombiens » et la longévité du groupe témoigne d'un certain appui populaire présent tout au long du combat. Selon García, qui confirme l'analyse de Labrousse, une guérilla ne peut survivre sans le soutien de la population : « Aquí es necesario recordar que toda guerrilla necesita una zona y una población donde apoyarse, parte de su retaguardia »¹¹⁹. Ainsi les FARC-EP auraient difficilement pu mener leur combat pendant ces quarante années sans leur soutien populaire.

C'est dans une perspective comparée avec les cas du Sentier Lumineux au Pérou et du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) au Salvador que cette analyse prend toute son ampleur. Le Sentier Lumineux, d'inspiration

¹¹⁷ Labrousse, « Colombie-Pérou », p. 415.

¹¹⁸ Lemoine, « En Colombie, une nation, deux États ».

¹¹⁹ « Ici, il est nécessaire de rappeler que toute guérilla a besoin d'une zone et d'une population pour l'appuyer, faisant partie de son arrière-garde ». García, « Coca, guerrilla y sociedad civil en el Guaviare », p. 25.

marxiste-léniniste, a longtemps bénéficié d'un très fort soutien populaire dans ses zones d'influence. Un véritable culte de la personnalité était voué à son dirigeant, Abimaël Guzman, qui, en 1992, fut capturé par l'armée. Néanmoins, les membres du Sentier Lumineux ont entretenu l'idéologie orthodoxe de leur chef, pourtant désuète¹²⁰ et ont agi de plus en plus violemment. Leur puissance semble alors s'être effritée. Aujourd'hui, la guérilla péruvienne existe encore mais ne semble plus avoir le même impact auprès des paysans. Maurice Lemoine explique ce phénomène par la diminution du soutien populaire qui s'est faite ressentir après l'arrestation du leader idéologique¹²¹. L'absence d'évolution idéologique et l'intensification de la violence ont fait perdre au Sentier Lumineux son soutien populaire. Par contraste, au Salvador, le FMLN, guérilla marxiste forte d'un appui solide, est devenu en 1992 un parti politique puissant¹²². En effet, le discours social-démocrate modéré adopté par le FMLN a su répondre aux attentes de la population salvadorienne et le placer en tête des élections face au parti en place¹²³. Ces exemples illustrent bien la théorie de Wickham Crowley quant à la nécessité du soutien populaire pour la réussite des groupes de guérillas.

Dans une autre optique, Pécaut assure que la diminution du soutien populaire ne se traduit pas par un affaiblissement de la guérilla et que celle-ci peut survivre sans l'appui des paysans. La société est mise de côté par tous les acteurs de ce conflit. Celui-ci devient une lutte entre divers protagonistes qui ne cherchent qu'à contrôler

¹²⁰ Georges Marion, « Pérou, Habits neufs pour un vieux discours », *Le Monde*, lundi 14 avril 1997, p. 33. En ligne. <<http://www.biblio.eureka.cc/Biblio/Frames/FrameMain.asp>> (page consultée le 5 décembre 2003).

¹²¹ Entretien avec Maurice Lemoine au journal *Le Monde Diplomatique*, le 16 juin 2003.

¹²² *Id.*

¹²³ Bertrand de La Grange, « Le succès électoral de l'ex-guérilla conforte la normalisation politique au Salvador », *Le Monde*, mardi 25 mars 1997, p. 3

les ressources du pays. Selon cet auteur, la Colombie pourrait basculer dans une véritable guerre civile anarchique puisque la population ne semble plus donner sa confiance à personne et que le soutien envers les groupes armés n'existe plus. Il maintient qu'on ne peut plus parler de « bases sociales » mais davantage de « logique de "protection" »¹²⁴. Ce qui sépare réellement Pécaut de la théorie de Wickham Crowley est le fait que les FARC-EP ne recherchent plus les faveurs de la population, entraînant la disparition de ce soutien populaire. Il explique que les habitants des zones occupées sont « contraints » de soutenir ceux qui les contrôlent. Selon lui, les manifestations locales, qui ont eu lieu en 1999 pour dénoncer les enlèvements et disparitions et demander la présence de l'État, prouvent un mécontentement face à la gestion de la guérilla¹²⁵. De plus, il rapporte les résultats d'un sondage qui révèle l'aversion des jeunes Colombiens envers les guérillas¹²⁶. Cependant, la version de Lemoine sur ces mêmes manifestations diffère. Il dénonce le complot d'un establishment déterminé à « en finir avec la guérilla »:

« Un battage médiatique sans précédent appela à la manifestation, campagne menée par le quotidien *El Tiempo*, *El Espectador*, les chaînes de radio et de télévision, propriétés de l'oligarchie. Et bien peu ont songé à interroger l'autre « société civile », celle qui, oubliée par les classes moyennes, vit au quotidien la monotonie du dénuement. »¹²⁷

Par ailleurs, Pécaut soutient que les FARC-EP, compte tenu de leur puissance, n'ont plus besoin de se doter d'un quelconque soutien populaire, mais admet tout de même que les guérilleros organisent la vie quotidienne des populations sous leur

¹²⁴ Daniel Pécaut, « Colombie, la société prise en otage », p. 151.

¹²⁵ Daniel Pécaut, « Colombie : une paix insaisissable », p. 17.

¹²⁶ Il est légitime de douter de ces sondages et de leur provenance, sur laquelle l'auteur ne nous donne aucune précision. *Ibid*, p. 27-28.

¹²⁷ Lemoine, « En Colombie, une nation, deux États ».

contrôle¹²⁸. Dans quel but organiseraient-ils ces communautés si ce n'est pour obtenir leur soutien ? Il semble difficile de répondre à cette question. Cependant, une chose est sûre, les FARC-EP ne connaissent aucun affaiblissement mais plutôt un renforcement depuis 1999. En effet, l'octroi d'une zone démilitarisée de plus de 42 000 Km² par le président Pastrana prouve qu'elles représentent un acteur incontournable de ce conflit. Cela démontre également la menace que représente les FARC-EP pour le gouvernement. Sans base populaire, ni légitimité venant de la population colombienne, la guérilla ferait-elle l'objet de tant d'attention de la part de l'État?

Issues de la classe paysanne, les FARC-EP sont perçues comme son porte-parole. Cependant, c'est leur aptitude à suivre les changements contextuels et les besoins de la population qui leur a permis de maintenir l'appui des paysans pendant plus de quarante ans. Si cette affinité idéologique n'est pas perceptible de manière concrète, il en est autrement pour les facteurs qui contribuent au recrutement de nouveaux combattants.

2.2. Effectifs des FARC-EP : Le nombre croissant de combattants marque l'évolution des FARC-EP. Comme Wickham-Crowley le souligne, le nombre de guérilleros témoigne d'un certain soutien. Comptant plus de 18 000 combattants, les FARC-EP constituent en Colombie la plus grande armée après l'armée nationale. Il faut ainsi prendre en compte dans le soutien accordé à la guérilla les nombreuses personnes qui s'engagent aux côtés des FARC-EP. Les membres de ces forces révolutionnaires sont des jeunes, des paysans, des sans-emploi.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 145.

Aujourd'hui, les champs de bataille constituent pour les jeunes, n'ayant souvent aucune autre alternative, le « marché du travail ». Même si l'idéologie ne rentre plus en ligne de compte pour choisir son camp, des désirs d'une vie meilleure ou encore un esprit de vengeance motivent cet engagement. Ces nouveaux combattants sont à la recherche d'un emploi et d'un salaire mais aussi d'un avenir. Entrer dans la guérilla leur offre un « statut » dans la société¹²⁹. Les différents groupes armés représentent pour eux « un canal de mobilité sociale ». Ils leur assurent un salaire, la nourriture, les vêtements, les mettent à l'abri du chômage et de la rue. Le recrutement se fait plus facilement dans les « secteurs sociaux faiblement intégrés ». Pourtant, dans les années 1970, l'idéologie et l'expérience représentaient les critères principaux de l'engagement dans l'armée des FARC-EP. C'est avec les années 1980 que celui-ci est devenu plus aléatoire car plus massif¹³⁰.

Un autre phénomène intéressant témoigne de l'intérêt que porte une partie de la population aux FARC-EP. Il s'agit du nombre croissant de femmes dans les rangs de combattants. Elles représentent 35% des effectifs des FARC-EP. Une *Camarada* témoigne: « Ici, c'est l'égalité. Il y a des femmes *comandantes*. Le guérillero qui discrimine une femme est sanctionné »¹³¹. Lemoine explique qu'une femme, en Colombie, a son premier enfant à 15 ans, et en a 5 à 25 ans. Elles sont destinées à être mères de famille et à vivre dans la terreur et la pauvreté¹³². La guérilla représente une alternative à cette vie et une possibilité d'ascension sociale.

¹²⁹ Suarez, « La guerra de ayer y de hoy », p. 53.

¹³⁰ Martin, « Violences stratégiques et violences désorganisées », p. 220-221.

¹³¹ Lemoine, « Une nation, deux États ».

¹³² Entretien avec Maurice Lemoine.

On trouve également chez les FARC-EP des enfants de moins de 15 ans. Officiellement, les FARC-EP respectent la Convention de Genève qui interdit ces recrutements. Malheureusement, le contexte de guerre se fait ressentir encore ici. Le *comandante* Trinidad justifie ses actes dans une entrevue. Il explique que les plus jeunes sont en général renvoyés chez eux, mais que certains sont parfois mieux chez les FARC-EP où règnent « le respect et la dignité » et où on leur procure de quoi vivre et une éducation. De nombreux enfants colombiens, devenus orphelins ou tout simplement livrés à eux-mêmes, se retrouvent dans la rue, impliqués dans des trafics. Beaucoup de jeunes filles deviennent prostituées faute de trouver un emploi décent. Le contexte du pays force les enfants à se réfugier dans les groupes armés pour éviter de travailler pour un salaire médiocre dans les mines ou les champs de culture ou bien pour éviter la rue, la drogue et la prostitution. Trinidad nous fait prendre conscience du contexte qu'un oeil extérieur ne peut percevoir, dans cette phrase: « It sounds beautiful when you say that children shouldn't be guerrillas, but children are in the street... »¹³³.

Face à ce « marché du travail », les jeunes qui souhaitent s'engager dans le conflit ont le choix d'intégrer l'un des groupes armés. De plus, la demande est forte. Les rebelles passent dans les villages pour proposer des salaires et une vie de guerrier qui séduisent les jeunes. Quand un nouveau combattant choisit de s'engager dans l'un des groupes, il manifeste une certaine préférence pour celui-ci. La réussite des FARC-EP à recruter des nombreux guérilleros (18 000 hommes et femmes) témoigne donc de la préférence de ceux-ci à leur égard.

¹³³ Garry M. Leech, « An interview with FARC commander Simón Trinidad », *Nacla Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, sept – oct 2000, p. 25.

Section 2 – L'État, ennemi commun aux FARC-EP et à la population

C'est face à la violence et à la négligence de l'État que les FARC-EP se sont engagées dans la lutte armée afin de défendre les intérêts de la classe paysanne. Elles sont le porte-parole des paysans et demandent de profondes transformations sociales. Aujourd'hui, le gouvernement et les États-Unis œuvrent ensemble pour la paix mais semblent être perçus comme les ennemis communs de la population et des guérilleros, ce qui peut être interprété comme l'établissement d'une relation entre eux. Cette section analyse donc notre deuxième constat.

1. Les demandes et revendications politiques des FARC-EP

Les groupes d'autodéfenses paysannes se sont d'abord organisés dans le but de lutter pour les intérêts des travailleurs et des petits cultivateurs. Mais aujourd'hui, les FARC-EP revendiquent davantage un pouvoir partagé entre les différents partis politiques du pays dans le but d'une reconstruction des institutions et de profondes transformations sociales.

Concernant les demandes sociales, celles-ci sont restées assez semblables depuis le début de la guerre. Les FARC-EP luttent essentiellement pour effacer les inégalités sociales et la pauvreté. Le *comandante* Gabino explique : « Nous avons un projet de transformation sociale, nous voulons une redistribution de la richesse, et beaucoup nous appuient. La logique humaniste authentique est d'arrêter le conflit et de s'attaquer aux causes qui l'ont généré. »¹³⁴ Lors des dernières négociations avec le Président Pastrana, leurs priorités se perçoivent clairement à travers les dix points

¹³⁴ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », p. 55.

proposés au gouvernement. La situation de la société est mise en avant. Les FARC-EP demandent au gouvernement de réserver 50 % du budget au bien-être social, à la création d'emplois, à l'éducation, à la santé et au logement et exigent que les impôts les plus lourds soient payés par ceux qui ont les revenus les plus élevés¹³⁵. Elles veulent également renforcer la participation démocratique, éliminer les *latifundios*, garantir une meilleure gestion des ressources naturelles. Elles se positionnent donc contre les privatisations dans ce secteur et tentent de ralentir le déboisement, la forêt constituant « la maison de la guérilla »¹³⁶.

Ces revendications semblent avoir été relativement bien acceptées par le président dont la réponse correspond plus ou moins aux revendications des FARC-EP. Néanmoins, par rapport aux demandes très précises de la guérilla, l'État semble plus évasif. En effet, il estime « [qu'un] des objectifs de la négociation est de réaliser une réforme économique et sociale qui se concentre sur les causes objectives de la violence : pauvreté et distribution non équitable du revenu. »¹³⁷

Mais si les FARC-EP exigent que le gouvernement privilégie les conditions sociales des paysans et de la population pauvre de Colombie, l'objectif de celui-ci semblerait plutôt viser la limitation de l'influence des FARC-EP et de Marulanda afin d'obtenir le plus de concessions possible. Malheureusement, le chef guérillero n'a pas cédé, poussant le président à déclarer la fin des négociations et de la zone démilitarisée.

De manière générale, comme nous le verrons dans la prochaine section, les FARC-EP s'imposent dans de nombreuses régions comme un « État dans l'État »

¹³⁵ Joxe, « Colombie : guerre à trois camps », p. 91.

¹³⁶ García, « Coca, guerrilla y sociedad civil en el Guaviare », p. 27.

¹³⁷ Joxe, « Colombie : guerre à trois camps », p. 91.

récupérant les fonctions étatiques que les élites n'assument plus. C'est pourquoi elles demandent un partage de ces fonctions dans le cadre d'un accord avec le gouvernement. C'est également au nom de ces fonctions qu'elles exigent une part des impôts perçus par l'État colombien. En échange, elles s'engagent à ne plus user des enlèvements¹³⁸.

Toutefois, l'idée de tels accords entre l'État et les guérilleros est idéaliste. Le gouvernement pourrait-il envisager de partager les ressources de son pays avec son opposition armée ? Sous la présidence actuelle d'Alvaro Uribe, cela paraît idéologiquement impossible. Ferme de droite, le président a, dès son élection, ordonné le bombardement de sept campements des FARC-EP. Se donnant comme objectif de régler la crise économique, d'éradiquer la violence et également le trafic de drogue, il a immédiatement imposé « l'état d'exception » et misé sur la fermeté¹³⁹. Ces idées se rapprochent de celles des paramilitaires plutôt que des ambitions des FARC-EP. Ces dernières se disent en faveur d'une solution négociée mais ne manquent pas de rappeler régulièrement au gouvernement leur détermination et leur puissance à travers des attaques militaires.

En dépit de la recherche d'une voie pacifique, les FARC-EP réaffirment régulièrement leur refus de déposer les armes. En effet, elles rejettent tout accord de cessez-le-feu. Mais elles ont toujours la volonté de montrer leur capacité de négocier¹⁴⁰. En 1999, elles ont réussi à faire accepter au président Pastrana non seulement l'absence de cessez-le-feu durant les négociations mais également la

¹³⁸ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », p. 55.

¹³⁹ Irène Jarry, « Colombie : la présidence de tous les dangers... », *Politique Internationale*, n° 97, automne 2002. En ligne. <http://www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/fram_cdg_97_02_li.htm> (page consultée le 26 novembre 2003).

¹⁴⁰ Robinson Salazar, « Actores imaginarios y imaginarios sin actores en la guerra de Colombia », *Espiral*, vol. 6, n° 17, 2000, p. 17.

démilitarisation d'une zone de cinq municipalités. La détermination des FARC-EP de garder les armes peut être considérée par la communauté internationale comme un manque de volonté de négocier. Un premier objectif pour le gouvernement colombien serait de leur faire accepter le cessez-le-feu en vertu de la Convention de Genève. Cependant, cet effort se révélerait vain. En souvenir du génocide politique de 1986 durant le dépôt des armes de la guérilla pour les pourparlers, la guérilla affirme que, « quand bien même seraient signés des accords de paix, elle conserverait ses armes »¹⁴¹. Cette décision ne laisse que peu d'espoir en une résolution pacifique au même titre que la venue de l'aide militaire américaine.

2. La lutte contre les ennemis communs, génératrice de soutien implicite

2.1. *L'État colombien* : Selon les explications du précédent chapitre, il paraît indéniable que la faiblesse de l'État est une caractéristique du conflit colombien. Mais c'est également une cause de la non résolution de cette guerre. Si l'État était capable d'imposer son autorité et sa force, les insurgés seraient maîtrisés et le gouvernement pourrait intervenir dans toutes les régions auprès de sa population. Malheureusement, l'État reste incompetent et incapable de toute intervention sociale et pacifique. La population se sent alors lésée par son propre gouvernement.

Comme l'explique Jonathan Hartlyn, la Colombie a toujours souffert d'un État faible, incapable d'obtenir une légitimité. Son inaptitude à extraire les ressources nécessaires à la population pour les redistribuer sous forme de biens et services publics éclate aux yeux de tous les acteurs¹⁴². L'État colombien fournit la démocratie

¹⁴¹ Lemoine, « En Colombie, une nation, deux États ».

¹⁴² Boudon, « Guerrillas and the State », p. 288.

aux élites et ignore la population¹⁴³. Étant donné ces négligences, il ne paraît pas surprenant que la société civile se soit tournée vers les mouvements de guérilla qui combattent cet État. La présence d'un ennemi commun favorise l'acceptation de ces groupes rebelles par les habitants. Wickham-Crowley illustre que les alliances se font plus souvent sur base d'une ennemité commune que par convergence idéologique, comme le dit si bien le dicton « les ennemis de mes ennemis sont mes amis »¹⁴⁴. C'est de cette manière qu'un soutien implicite peut être déduit. Les populations rurales, qui n'ont plus aucun lien avec l'État, s'en réfèrent à ceux qui le combattent et qui ont les mêmes objectifs : faire tomber l'oligarchie oppressante.

Cinquante ans après le début de la guerre, la situation des paysans a empiré. Bien que découragée, la population pauvre de Colombie ne pourrait que difficilement se ranger derrière les paramilitaires dont les liens avec le gouvernement ont été démontrés. En effet, souvent considérés comme le bras armé non officiel de l'État, ils mènent une véritable stratégie de terrorisme d'État contre les guérillas. Leur cible? « Tout individu qui, d'une manière ou d'une autre, favorise les intentions de l'ennemi, [et qui sera alors] considéré comme traître et traité comme tel. »¹⁴⁵. Ils affirment lutter contre l'insurrection et pour la défense des institutions étatiques, preuve de leur indifférence envers la société. Il semble logique de conclure que les Colombiens ne peuvent soutenir l'allié de leur oppresseur. Les discours autour des paramilitaires ne concernent que leur violence et leur cruauté. Responsables de la majorité des crimes commis sur le territoire, ils ne proposent rien de plus que la terreur. Dépourvus de

¹⁴³ Boudon, « Guerrillas and the State », p. 289.

¹⁴⁴ Wickham-Crowley, « Winners, losers, and also-rans », p. 146.

¹⁴⁵ Hernando Calvo Ospina, « Terrorisme d'État », *Manière de voir*, n° 69, juin – juillet 2000, p. 58. Ces propos ont été rapportés par plusieurs ONG.

toutes revendications à caractère social, il est difficile d'établir qu'ils bénéficient d'un soutien populaire.

Même Daniel Pécaut, souvent critique des FARC-EP admet que la vie sous le contrôle de la guérilla semble souvent préférable à la vie extérieure, que ce soit sous la coupe des paramilitaires, celle des Forces armées ou encore de l'État¹⁴⁶. Maurice Lemoine rapporte le témoignage suivant : « la tranquillité, l'harmonie qu'on a obtenues, c'est grâce aux guérilleros. Alors que les *paracos* nous massacrent, les *compañeros* nous orientent, ils comprennent la situation dans laquelle nous vivons »¹⁴⁷. Les guérillas, elles, sont les seules à s'opposer directement à l'État, responsable de la situation du pays.

Alors, si d'une part, comme certains auteurs le croient, la base sociale des FARC-EP n'existe plus et que d'autre part, les paramilitaires, assassinant des milliers de civils par année, ont pour cible les populations qui appuient la guérilla, qui sont ces innocentes victimes de la contre-offensive des *paracos* ? La détermination de l'État et des paramilitaires à éradiquer les FARC-EP en supprimant ses appuis nous pousse à croire qu'il existe bien un soutien populaire pour les FARC-EP, au moins implicite. Pourtant, le gouvernement continue de présenter son ennemi comme un groupe terroriste dépourvu de tout soutien.

2.2. *La politique américaine* : La politique américaine, sur fond de lutte contre le narco-trafic, ne semble pas non plus viser à l'amélioration des conditions de vie de la population colombienne. Depuis la dernière décennie, la lutte anti-drogue menée de

¹⁴⁶ Pécaut, « Réflexions sur la naissance des guérillas colombiennes », p. 80.

¹⁴⁷ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », p. 55.

front par les États-Unis et le gouvernement colombien semble avoir renforcé l'oppression à l'encontre de la population. En effet, le *Plan Colombia* prévoit un renforcement de l'armée, plaçant la Colombie au troisième rang des bénéficiaires de l'aide militaire américaine, après l'Égypte et Israël¹⁴⁸. Washington ne paraît donc pas désireux d'obtenir un cessez-le-feu avec les belligérants, renforçant le mécontentement, la crainte et la désillusion des Colombiens. De plus, les événements du 11 septembre 2001 ont rajouté à cette lutte celle contre le « terrorisme ». Les guérillas et paramilitaires font maintenant partie de la liste noire des États-Unis.

Mené en même temps que les négociations avec les guérilleros par le gouvernement, le *Plan Colombia* semble pourtant prendre la forme d'une lutte contre ceux-ci. D'une part, en s'attaquant à la drogue, il s'attaque à l'une de leurs sources de financement. D'autre part, le renforcement de l'armée confirme l'intention de l'État et des États-Unis de résoudre militairement le conflit. Ce plan prévoit la présence sur le territoire colombien de conseillers militaires et d'une surveillance aérienne qui accentue le sentiment d'insécurité de la population. Les Colombiens, en plus des attaques des groupes rebelles, redoutent maintenant une attaque américaine¹⁴⁹.

Par ailleurs, le *Plan Colombia* nuit à la population d'une autre manière via la politique d'éradication des cultures illicites par fumigations. Destinées à détruire essentiellement la coca, ces opérations touchent toutes les plantations et les tuent, laissant la terre trop peu fertile pour ressemer. Par exemple, le 8 juillet 2000, des avions ont fumigé la région de Macizo. La guérilla y est installée mais aucune trace

¹⁴⁸ Frédéric Gagnon, « La politique américaine en Colombie », conférence du 15 octobre 2003 à l'Université du Québec à Montréal.

¹⁴⁹ *Id.*

de coca ne s'y trouve¹⁵⁰. Les conséquences provoquées par ces herbicides, comme le Glifosato de la firme Monsanto, sont inhumaines. Ils détruisent tout : faune, flore mais aussi enfants et vieillards¹⁵¹. Cette politique, en plus d'être désastreuse se révèle inefficace car les cultures de coca ne font que se déplacer. Détruites sur une terre, elles sont replantées à quelques mètres et la production se maintient à son taux habituel.

Il est important de rappeler ici que les cultures illicites sont une conséquence de la pauvreté. La banane, le maïs et autres cultures se vendent à des prix trop bas. Seule la coca peut faire vivre les paysans. Des milliers de familles vivent de ces cultures¹⁵². Les supprimer serait plonger dans une pauvreté extrême toutes ces familles colombiennes.

Afin de lutter efficacement contre ce fléau, des projets d'éradication ont été tentés par le gouvernement en collaboration avec les paysans. Par exemple, en 1998, il passait un accord avec une assemblée communautaire pour supprimer toute culture illicite dans un *resguardo*¹⁵³. Après quelques mois, les membres de l'assemblée avaient respecté l'accord : plus une trace de ces cultures sur les terres concernées. Malheureusement, le gouvernement, lui, n'a pas tenu ses promesses. Aucune réforme agraire prévue dans l'accord n'a été engagée mais la société multinationale qui exploite les terres en question continue son ouvrage. Alors, sans autre choix, les paysans ont replanté du pavot, de la coca, etc¹⁵⁴.

¹⁵⁰ Lemoine, « Guerre, narcotrafic et cultures illicites », p. 47.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 48.

¹⁵² AQOCI, « Les dessous de l'histoire ».

¹⁵³ Plusieurs hectares de terres exploitées.

¹⁵⁴ Lemoine, « Guerre, narcotrafic et cultures illicites », p. 48.

L'éradication manuelle a également été tentée. Les Forces militaires étaient chargées de désherber et d'arracher toute culture illégale. Mais de la même manière qu'avec les fumigations, ces cultures n'ont fait que se déplacer avec leurs cultivateurs.

Avec cette stratégie, l'État colombien et Washington accentuent le sentiment d'aversion de la population envers le gouvernement. Comment légitimer un État qui détruit des régions entières, sans toutefois proposer de véritable alternative aux paysans menacés de pauvreté extrême ? Force est de constater que toutes relations entre une partie de la population et le gouvernement sont rompues et semblent difficiles à reconstruire. La guerre que celui-ci mène contre la drogue augmente ainsi l'appui aux guérillas¹⁵⁵. Une certaine relation se forme alors entre les guérillas qui combattent l'État et la population qui ne soutient plus ce dernier et qui transfère implicitement son appui à ses ennemis.

Section 3 – « L'État dans l'État » des FARC-EP

Cette section a pour but de mettre en lumière le troisième constat de cette étude, selon lequel, en se présentant comme un gouvernement alternatif qui fournit les services sociaux essentiels et la sécurité, les FARC-EP arrivent à se faire accepter par les populations qu'elles contrôlent et à établir une relation de confiance avec elles. C'est le troisième type de soutien, plus concret, plus rationnel, mais aussi plus « instrumental ».

1. Gouvernement parallèle

¹⁵⁵ Meza, « The FARC, the war and the crisis », p. 26.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de la communauté et la gestion des terres, les FARC-EP ont développé un réel « État dans l'État », une sorte de gouvernement parallèle illégal mais toléré par le gouvernement et par les Colombiens qui y sont soumis. Les FARC-EP, se considérant comme une alternative à l'État, se présentent comme un « bon gouvernement »¹⁵⁶. En effet, par leur haut niveau d'organisation, elles arrivent à développer les services essentiels de santé, d'éducation et de justice dans les zones qu'elles contrôlent. Elles agissent au niveau municipal, le niveau le plus proche de la population et le plus visible afin d'obtenir le soutien de celle-ci et d'établir un État parallèle efficace et capable de maintenir l'ordre et la sécurité parmi les habitants de leurs régions.

Lawrence Boudon suggère que c'est la faiblesse de l'État colombien qui laisse place à l'établissement d'une organisation « paraétatique »¹⁵⁷ des FARC-EP. L'allocation de la zone démilitarisée en 1999 par le président Pastrana favorise la mise en place de ce système social et politique parallèle. Le gouvernement offre à la guérilla une région entière dans laquelle il ne peut pas intervenir. C'est ainsi que les FARC-EP récupèrent les fonctions essentielles de l'État et disposent d'une vraie autorité locale. Elles imposent dans leurs campements un code interne strict afin de réguler les relations entre combattants et civils ainsi que celles des civils entre eux.

En général, les fonctions étatiques ont pour objectif de faciliter les échanges à l'interne. Les FARC-EP s'en chargent donc pour organiser la vie communautaire de leurs zones. Il arrive que des décisions soient prises en commun avec des représentants de la population. Un pasteur dans le Bolivar témoigne : « Quand on

¹⁵⁶ Ortiz, « Insurgent Strategies in the Post-Cold War », p. 130.

¹⁵⁷ Boudon, « Guerrilla and the State », p. 288.

n'est pas d'accord avec une de leurs décisions, on se réunit avec eux et on le leur dit. [...] Ils nous expliquent leurs raisons, on leur expose les nôtres et, bien souvent, on parvient à un accord, ils respectent nos opinions »¹⁵⁸. En effet, la population a besoin d'être régie par une organisation supérieure, capable de gérer les ressources et de les redistribuer également. En l'absence de l'État, ce sont des groupes rebelles qui récupèrent ces fonctions. Cependant, ces derniers se heurtent à des obstacles tels que le financement de leurs actions et leur acceptation en tant que détenteurs de l'autorité. Les FARC-EP remédient à ces problèmes via les services et la protection qui se révèlent indispensables pour les civils.

C'est dans ce cadre que le troisième type de relation entre les FARC-EP et la population se développe. Une relation tant symbiotique qu'économique s'installe, dans laquelle, comme ose l'affirmer Andrés Cala, journaliste colombien, les FARC-EP contribuent à l'amélioration des conditions de vie des habitants de ces régions.

2. Services et protection contre soutien populaire

2.1. *Services sociaux des FARC-EP* : Wickham-Crowley fait la distinction entre la relation combattants-non combattants dans une guerre interétatique et dans une guerre intraétatique. Dans une guerre entre États, une distinction tripartite s'opère sur le terrain : les combattants, la population et « l'infrastructure de soutien » qui constitue l'ensemble de la logistique (armes, routes etc). Pourtant, dans une guerre civile, cette distinction est troublée volontairement par les combattants¹⁵⁹. L'attaque contre les civils étant prohibée par le droit de la guerre, les combattants font en sorte de se

¹⁵⁸ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », p. 55.

¹⁵⁹ Wickham-Crowley, « Terror and Guerrilla Warfare », p. 224.

confondre avec la population afin de se protéger. C'est alors que, selon Marie-Joëlle Zahar la distinction civils-combattants s'érode et que les civils peuvent devenir des cibles militaires aux yeux de l'ennemi¹⁶⁰.

Quand les paysans fournissent de la nourriture, un abri ou même leur main-d'œuvre, que la population participe et contribue à « l'infrastructure de soutien » de la guérilla, alors la distinction devient moins nette. « The nature of the support system is fascinating, for it consists in large part – although not completely – of the peasantry itself »¹⁶¹. Dans les camps des FARC-EP, l'utilisation des civils se fait concrètement dans le cadre d'un échange économique. Les FARC-EP s'engagent à fournir les infrastructures, la sécurité et un minimum de bien être à la population en échange de son soutien et des profits qu'elle tire de ses activités commerciales et agricoles. Elles peuvent ainsi taxer les paysans sur leurs cultures. Ceux-ci contribuent donc indirectement à l'entretien des soldats (alimentation, santé, équipement et entretien de leurs familles), première dépense de la guérilla¹⁶². Cet échange économique fait naître une relation symbiotique dans laquelle l'expression « services sociaux » prend tout son sens. Il n'est donc pas rare, comme nous l'expliquions précédemment, que les civils considèrent les combattants comme leur gouvernement.

En effet, les FARC-EP remplissent plusieurs fonctions « gouvernementales ». Elles enregistrent l'état civil, reconstruisent les routes et autoroutes, fournissent des médicaments et des vaccins, de la nourriture, des crédits, installent l'ordre et la justice

¹⁶⁰ Zahar, « Protégés, Clients, Cannon Fodder », p. 107.

¹⁶¹ Wickham-Crowley, « Terror and Guerrilla Warfare », pp. 225-227

¹⁶² Labrousse, « Colombie-Pérou », p. 411.

et assurent également l'éducation dans la mesure du possible¹⁶³. Elles disposent d'une vraie autorité locale. Cependant, il faut rappeler le contexte de guerre qui rend tous ces services assez précaires.

Il arrive que le groupe rebelle se retrouve dépendant des ressources fournies par la population. Les habitants, pour acheter ce dont ils ont besoin pour leur survie (médicaments, nourriture...) leur donnent soit un pourcentage de leur récolte, soit de la main d'œuvre pour les travaux publics. Cette relation d'interdépendance illustre bien les relations entre FARC-EP et population dans la Colombie des années 1960 à 1980. Mais le renforcement économique des FARC-EP, lors des années 1980 et 1990 est venu changer leurs stratégies. Elles ont réussi à diversifier leurs sources de revenus, acquérant une certaine autonomie vis-à-vis de leur population. Elles ont toutefois encore besoin du soutien populaire pour survivre selon l'analyse exposée dans la première section de ce chapitre. Des témoignages sur le contrôle et la gestion des FARC-EP dans les zones confirment cet appui : « Dans la guérilla, vous rencontrez des soldats pauvres, des prolétaires, ils travaillent pour le bien commun. Ils aident nos hameaux à survivre, on leur doit beaucoup. »¹⁶⁴

2.2. Protection des paysans et des habitants par les FARC-EP : L'action des FARC-EP la plus reconnue par les paysans et leurs familles semble être la provision de sécurité et de justice. Elles assurent d'une part la protection des cultivateurs de

¹⁶³ Hubert Prolongeau, Voyage à l'intérieur des guérillas colombiennes », *Le Monde Diplomatique*, avril 1996. En ligne, <http://www.biblio.eureka.cc/Biblio/Search/Doc_save.asp?Action=PrintDoc> (page consultée le 18 septembre 2003).

¹⁶⁴ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », p. 55.

cocaiers et d'autre part, la sécurité des habitants de leurs zones face aux attaques de l'ennemi et à la délinquance croissante.

Une fois les cultures illicites autorisées sur leur territoire, et plus particulièrement dans les départements du Guaviare, de l'Ariari et du Caqueta, les rebelles se devaient d'assurer la protection des petits cultivateurs face aux actions des narcotrafiquants et des latifundistes qui tentaient de piller leurs récoltes et de voler leurs terres. C'est à cette période que les FARC-EP se constituent en une véritable armée afin de protéger les paysans. Les planteurs, éleveurs et commerçants sont alors amenés à passer des accords avec les FARC-EP afin d'assurer le bon fonctionnement de leur commerce. Les guérilleros exercent donc un contrôle sur les prix des récoltes afin d'éviter les abus des grands commerçants et gagnent ainsi la confiance des paysans. Par ailleurs, en protégeant les cultivateurs, ils protègent également leurs terres de la conquête des autres groupes armés.

Par ailleurs, les FARC-EP font également régner l'ordre parmi les habitants de leurs régions en imposant leur propre justice. Dès la deuxième partie des années 1990, les FARC-EP font ressentir leur présence de manière quasi quotidienne. Elles assument les fonctions essentielles de contrôle social et de justice que certains habitants considèrent nécessaires. Elles inspirent également la crainte comme tout groupe armé. Toutefois, la nécessité de conserver l'opinion favorable et l'appui de la population les pousse à limiter leur violence¹⁶⁵.

Les FARC-EP établissent des normes sur leurs territoires qui mettent fin à la violence et à la délinquance en interdisant le vol, le meurtre et la consommation de drogue, en contrôlant les débits d'alcool, les relations avec les femmes, etc. Certains

¹⁶⁵ García, « Coca, guerrilla y sociedad civil en el Guaviare », p. 25.

auteurs rapportent des témoignages d'habitants qui se sentent plus en sécurité depuis que la guérilla est présente : « Maintenant, c'est tranquille. Avant, à cette heure, on se serait fait égorger par les délinquants »¹⁶⁶.

Comme l'explique Mario Aguilera Peña, la justice guérillera est une justice avant tout pénale, une justice de punition. L'auteur distingue une évolution de la justice, du début des guérillas à aujourd'hui. À l'origine, on pouvait distinguer la tendance de la guérilla à prendre des décisions judiciaires contraires à l'ordre social de l'État qu'elles combattaient. Puis, dans les années 1980, elles se calquent davantage sur des normes plus capitalistes : désactiver les conflits, critères d'égalité, privilèges aux plus exploités¹⁶⁷. Les pratiques judiciaires des FARC-EP se sont progressivement dissociées entre la justice pour les combattants et celle pour les civils. Elles se sont développées au niveau militaire et politique. Du côté militaire, la justice maintient l'ordre et la sécurité de l'armée. Du côté politique, les pratiques judiciaires engendrent une base sociale par la résolution des conflits au sein des populations civiles.

Concernant l'arbitrage des désaccords entre paysans, commerçants et propriétaires, les règles semblent avoir évolué, la peine de mort n'étant plus la seule peine. Aujourd'hui, l'équité prime sur le droit. Si le cas le permet, il est conseillé d'essayer de trouver un accord qui satisfasse toutes les parties. Les FARC-EP arbitrent également d'autres types de conflits entre habitants : pénal, familial, civil, de travail etc. et règlent certaines relations économiques et sociales dans la communauté. Elles punissent mais trouvent aussi des solutions aux rivalités quotidiennes. La peine

¹⁶⁶ Lemoine, « En Colombie, une nation, deux États ».

¹⁶⁷ Aguilera Peña, « Justicia guerrillera y población civil », p. 437.

de mort est toujours utilisée mais uniquement pour punir les homicides et parfois le vol. Mario Aguilera Peña affirme qu'une partie des paysans fait bon accueil à ces pratiques qui favorisent la sécurité, alors qu'une autre partie l'accepte en silence. Il est difficile de percevoir une majorité dans un cas ou dans un autre, l'auteur ne le précise pas, sans doute par manque d'informations.

Néanmoins, l'administration de la justice par les FARC-EP a réellement favorisé l'acceptation de leur autorité, d'une part, au regard de l'incapacité de l'État à faire régner l'ordre et d'autre part, face à la crise générale de la justice qui fait régner l'impunité depuis le début de la guerre.

C'est lorsqu'une relation de confiance, symbiotique s'installe entre les FARC-EP et les civils que le soutien populaire devient identifiable. Dans ce cadre, l'échange entre services et soutien peut s'accomplir¹⁶⁸. Le choix d'accepter cette situation, et donc de soutenir les FARC-EP, relève de la rationalité des civils, qui réalisent que leur vie et leur survie seront davantage garantis s'ils coopèrent et adoptent la relation d'échange que la guérilla leur offre.

Section 4 – Les guérillas, une alternative pour les paysans

Les FARC-EP, alliées naturelles des paysans, semblent leur offrir un minimum d'espoir tant dans leur lutte pour des réformes sociales que dans leurs actions et politiques concernant les zones qu'elles contrôlent. Bien qu'elles soient un groupe illégal, leur violence apparaît préférable à celle de l'État, acteur légitime supposé assurer la sécurité des citoyens.

¹⁶⁸ Zahar, « Protégés, Clients, Cannon Fodder », pp. 114-115.

1. Espoirs insufflés par les FARC-EP

Depuis les négociations de paix avec le président Betancour, les FARC-EP ont pu prouver leur détermination à réformer les institutions étatiques et à rétablir la paix dans le pays malgré leur refus de déposer les armes. Les dernières négociations engagées avec Pastrana ont suscité également beaucoup d'espoirs. Une date de cessez-le-feu a même été prévue d'un commun accord par les FARC-EP et le gouvernement¹⁶⁹. Malheureusement, tous ces efforts se sont soldés par un échec alors que James Lemoyne, conseiller de l'ONU pour la Colombie admettait devant la presse que les FARC-EP avaient montré une réelle volonté de paix. Elles ont elles-mêmes affirmé leur collaboration avec l'ONU, suscitant l'approbation d'une partie de la population et essentiellement des paysans, qui voient en elles un porte-parole :

« [Les FARC-EP] attribuent une grande valeur aux préoccupations exprimées par la communauté internationale concernant l'avenir des négociations et plus particulièrement l'effort réalisé au nom du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, par James Lemoyne, son conseiller spécial. La journée de travail du 11 peut être qualifiée comme courageuse et constructive. Nous avons décidé d'un commun accord de prolonger la rencontre jusqu'au 12, avec la certitude de trouver des formules qui nous permettent de surmonter le moment difficile que connaît le processus de paix. Les FARC-EPE réaffirment au pays et au monde leur décision et leur engagement de continuer la recherche de solutions, par le moyen de négociations (Mesa), aux graves problèmes politiques, économiques et sociaux auxquels s'affrontent les Colombiens.»¹⁷⁰

De plus, l'octroi de la zone démilitarisée a révélé la grande importance que leur accordaient le gouvernement Pastrana et la communauté internationale, les

¹⁶⁹ Latinreporters.com, « Colombie : négociation pour signer en avril un cessez-le-feu avec la guérilla », janvier 2002. En ligne. <<http://www.latinreporters.com/colombiepol210102.html>> (page consultée le 18 septembre 2003).

¹⁷⁰ *À l'encontre*, « Heures cruciales en Colombie ». En ligne. <<http://www.alencontre.org/page/page/news/newscolumbia01.html>> (page consultée le 18 septembre 2003).

considérant comme l'acteur principal du conflit. Mais cette période montre aussi la légitimité populaire des FARC-EP. En effet, durant la campagne présidentielle, les FARC-EP s'étaient clairement positionnées en faveur de Pastrana qui fut ensuite élu avec un taux record de participation de 75 %¹⁷¹ alors qu'Uribe, quatre ans plus tard sera élu avec 53 % d'abstention¹⁷². Cet engouement pour les élections pourrait être interprété comme un soutien aux FARC-EP qui tentent de promouvoir la participation électorale dans le cadre d'une démocratie libre.

Un deuxième aspect essentiel des FARC-EP les promeut aux rangs d'acteur légitime du conflit. Leur vœu d'éradiquer la coca, tel que discuté dans le chapitre 1, semble traduire leur désir de sortir la population de cette dépendance. Ceci soulève une question essentielle au débat concernant les FARC-EP : celle de leur implication dans le trafic. Il est important de rappeler que la coca ne représente pas pour la guérilla une source directe de financement. Lemoine confirme cette vision, contraire à celle du gouvernement ou de certains média : « De l'avis de tous les experts, [les FARC-EP] ne disposent ni de réseaux d'importation d'intrants ou d'exportation du produit transformé, ni d'infrastructure de laboratoires, encore moins de système de blanchiment de l'argent. »¹⁷³ De plus, elles ne se cachent pas de l'impôt qu'elles prélèvent. Elles ne récupèrent qu'un faible pourcentage sur les récoltes de leurs terres. Ce profit ne peut faire des FARC-EP des narcotrafiquants.

Andrés Cala pose la question explicitement : les FARC-EP sont-elles des rebelles ou des narcotrafiquants ? Il affirme que, pour les pauvres, le trafic est plus prometteur pour la mobilité sociale que la révolution armée. Cependant, la population

¹⁷¹ Philippe Texier, « La paix sur la table », *Volcans*, Paris, n° 33, sept. - oct 1998, p. 4.

¹⁷² Entretien avec Maurice Lemoine.

¹⁷³ Lemoine, « En Colombie, une nation, deux États ».

trouve « un nouveau souffle » auprès des FARC-EP, face à la rigidité du gouvernement et à la brutalité des militaires. En effet, celles-ci n'empêchent pas les cultures illicites et protègent même ceux qui s'y adonnent. Marulanda justifie son action dans le journal espagnol *Semana* : « FARC is willing to invite them to come to Colombia and see for themselves the reasons why peasants plant these drugs; to see, first hand, the problems these people confront and why there is nothing else they can do »¹⁷⁴. Juan Guillermo Ferro Medina, professeur-chercheur à l'Université Javeriana en Colombie, résume bien la situation en affirmant que les FARC-EP auraient à la fois gagné en légitimité auprès de la population touchée par cette économie en acceptant les cultures illicites mais auraient perdu de cette légitimité aux yeux des autres acteurs et de l'opinion publique qui restent en dehors de ce trafic¹⁷⁵.

Par ailleurs, les FARC-EP œuvrent pour la diversification des cultures sur leurs territoires dans le but d'éradiquer progressivement la coca. Sous le gouvernement de Belisario Betancour, une première proposition de substitution de cultures illicites dans le Caguan avait été élaborée par le gouvernement, la communauté et les FARC-EP. Un des citoyens qui prenait part à ce projet témoigne de la participation active de la guérilla : « on peut dire que la guérilla a beaucoup collaboré, ils ont été nos alliés dans ce processus »¹⁷⁶. De nouvelles cultures se sont effectivement développées dans le Caguan mais davantage à l'initiative de la

¹⁷⁴ Cala, « The enigmatic guerrilla », p. 58.

¹⁷⁵ Juan Guillermo Ferro Medina, « Les FARC et l'économie de la coca dans le sud de la Colombie : témoignages de colons et de guérilleros » disponible à l'adresse électronique suivante : http://www.mamacoca.org/feb2002/art_ferro_Farc_y_coca_Caguan_fr.html#fn1

¹⁷⁶ *Id.*

communauté qu'à celle du gouvernement qui a finalement acheminé les fonds levés à cet effet vers un autre projet, entraînant l'échec de ce processus¹⁷⁷.

Il semblerait alors que la population, que représentent les FARC-EP, ne les perçoit pas uniquement comme des bandits, malgré la violence qu'elles répandent.

2. La violence des guérillas, préférable à la violence de l'État

La violence des guérillas est une réalité qu'on ne peut contourner. En effet, leurs violations des droits humains et du droit humanitaire international sont nombreuses. Human Rights Watch, dans un rapport de 2001, dénonce les différents crimes commis par les FARC-EP : meurtres de civils et de combattants blessés, prises d'otages, recrutements d'enfants-soldats, déplacements de civils, tout cela en violation des articles des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole II additionnel aux Conventions de 1977¹⁷⁸.

Il semble paradoxal que des groupes se disant représentatifs de la population et luttant pour la paix se livrent à des actes criminels contre des civils. Pourtant, c'est la dynamique de cette guerre. Les différents groupes armés enlèvent et assassinent des milliers de civils soupçonnés de soutenir l'ennemi : « For the year 2000, human rights groups reported that the FARC-EP killed 496 civilians nationwide, many accused of being paramilitary or government sympathizers. »¹⁷⁹ Mais, en dehors des peines de mort infligées par la justice interne, les guérillas colombiennes semblent épargner les populations qui vivent sous leur contrôle : « *Hombre*, ce qui se passe,

¹⁷⁷ *Id.*

¹⁷⁸ Human Rights Watch, « Beyond negotiation, International Humanitarian Law and its Application to the Conduct of the FARC-EP », Partie II, vol. 13, n° 3, août 2000. En ligne, <<http://www.hrw.org/reports/2001/farc/>> (page consultée le 18 juin 2003).

¹⁷⁹ *Ibid.*, Partie I.

c'est que la guérilla n'est pas parfaite, mais qu'elle arrive toujours avec une main amicale. Elle ne se livre à aucune violence contre nous. »¹⁸⁰ Human Rights Watch précise par ailleurs qu'il n'a été détecté aucun cas de recrutement forcé d'enfants chez les FARC-EP¹⁸¹.

Dans ce contexte, le soutien d'une population à un groupe armé qui use de méthodes violentes envers elle, peut tout de même paraître improbable. Pourtant, les grands groupes de guérillas d'Amérique latine ont profité d'un fort appui populaire face à l'oppression des gouvernements. La guérilla cubaine, initiatrice de la révolution en Amérique du Sud, bénéficiait d'un réel soutien de la part des étudiants mais surtout des paysans, souffrant de la dictature de Batista¹⁸². Les exemples du Sentier Lumineux et du FMLN nous ont également prouvé la présence de soutien populaire envers une guérilla.

Tous les acteurs du conflit ayant recours à la violence, les options de la population sont limitées. Celle-ci se tourne donc vers le groupe qui semble défendre ses intérêts. L'État est indifférent à la misère des paysans depuis plus de cinquante ans. Aujourd'hui, il entame des programmes nuisant à leur survie. Les Forces nationales suivent la même politique et ont pour but de détruire toute entrave au système actuel. Les paramilitaires n'ont comme objectif que de supprimer la guérilla. Il apparaît donc logique que les paysans se tournent vers leurs défenseurs naturels, les guérillas, considérant leur violence comme « préférable » à celle des institutions légales ou d'autres groupes insurgés.

¹⁸⁰ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », p. 55.

¹⁸¹ Cependant, le code de la guérilla interdit à tous les combattants de désertir, sous peine de punition. Human Rights Watch, « Beyond negotiation, International Humanitarian Law and its Application to the Conduct of the FARC-EP », Partie I.

¹⁸² Wickham-Crowley. *Guerillas and Revolution*, p. 117.

Même si les FARC-EP sont l'objet d'étude de ce mémoire, il est utile de souligner que cette analyse s'applique également à la deuxième guérilla du pays, l'ELN qui use des mêmes méthodes d'organisation ainsi que des mêmes pratiques violentes. L'ELN compte 5000 combattants et impose son influence essentiellement dans le Sud du pays¹⁸³. Les FARC-EP et l'ELN ne collaborent que très rarement mais ne s'affrontent que très peu. Néanmoins, leurs objectifs déclarés se rejoignent : libérer le peuple de l'oppression étatique et reconstruire les institutions du pays afin de réduire les inégalités sociales. Toutefois, les FARC-EP conservent un avantage significatif : leur puissance numérique et politique les rend préférables à l'ELN, car plus à même d'assurer les fonctions essentielles.

Les services et la protection que les FARC-EP assurent semblent démontrer leur volonté de gagner la confiance des populations qu'elles contrôlent. Pourtant, Daniel Pécaut établit un lien entre indépendance financière vis-à-vis de la population et déclin de l'intérêt pour le soutien populaire : « les protagonistes se définissent de plus en plus par les ressources financières qu'ils manient et tendent à devenir de plus en plus indépendants des populations qu'ils prétendent représenter »¹⁸⁴. Mais, il semble évident que les guérilleros ne recherchent pas uniquement le soutien financier des habitants de leurs régions. Contrairement à Pécaut, García explique que durant la période de négociations avec Betancour, soit au moment de leur renforcement, les FARC-EP ont gagné plus de contrôle sur la population et ont tenu le rôle de

¹⁸³ Lemoine, « La bataille du Sud Bolivar », note 2, p. 53.

¹⁸⁴ Pécaut, « Guerre, processus de paix, polarisation politique », pp. 14-15.

médiateur dans le conflit alors qu'avant 1980, leur contrôle était plus « sporadique », plus aléatoire¹⁸⁵.

Il est important de rappeler que ce soutien se manifeste dans le cadre d'une situation extrême. Le conflit pousse les paysans à collaborer avec les guérilleros pour pouvoir faire vivre leurs familles et continuer leurs activités. Les FARC-EP se sont imposées par la force et font régner la terreur avec les enlèvements. Néanmoins, elles restent la guérilla la plus vieille d'Amérique latine et sa lutte contre l'État lui fait bénéficier d'un certain soutien populaire. Les civils qui n'ont d'autres choix pour survivre acceptent l'autorité des guérilleros afin d'avoir accès aux services prodigués. La sécurité et la justice qu'offrent les FARC-EP sont des facteurs majeurs qui ont contribué à leur croissance. C'est en grande partie grâce à cet ordre interne qu'elles réussissent à garder le soutien d'une partie de la population. Les pratiques de punitions violentes sont, semble-t-il, appréciées par la population qui redoute les « asociaux ». Cependant, cet ordre se mêle à la peur et au contexte de guerre qui rend toute relation avec la population difficile.

¹⁸⁵ García, « Coca, guerilla y sociedad civil en el Guaviare », p. 24.

CONCLUSION

Dans le contexte de violence devenu pour les Colombiens une manière de vivre, le soutien populaire à un groupe paraît de plus en plus abstrait. En effet, la société, qui ne connaît que la guerre, ne semble même plus aspirer à la paix mais davantage à rester en dehors du conflit. La création de « Communautés de paix » l'illustre bien : « Le principe fondamental des Communautés de paix est l'engagement clair, transparent et public de ne pas collaborer avec les parties en conflit. »¹⁸⁶ Ce type d'organisation de la société civile, soutenu par les différentes ONG de terrain, pose la problématique, soulevée dans l'introduction, du caractère forcé du soutien populaire. Rappelons que dans cette étude, le soutien forcé n'est pas entendu comme un soutien contraint par la menace, mais davantage imposé par le contexte dans lequel vivent les civils.

Les trois situations exposées dans le chapitre deux se déroulent dans un contexte de violence généralisée. En effet, la société se retrouve prise entre les feux des groupes armés qui font d'elle une cible militaire. Le soutien populaire se révèle donc plus sporadique et incertain, limité par la terreur, souvent implicite plutôt qu'explicite. C'est dans cette perspective de soutien forcé et inexprimé que nous pouvons établir des liens entre les trois constats de l'analyse. Néanmoins, il est possible de constater que dans une relation directe entre les FARC-EP et les populations qu'elles contrôlent, le soutien peut se révéler plus concret.

Le soutien peut être exprimé en termes de pérennité. Selon Timothy P. Wickham-Crowley, la réussite d'une guérilla dépend en partie du soutien populaire.

¹⁸⁶ Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, « Les Communautés de paix », Dossier 2244, 16-30 septembre 1998, p. 1.

Ainsi, la pérennité des FARC-EP et la croissance de leurs rangs nous poussent à croire, dans une vision comparative, à l'existence d'un tel soutien. Si cette forme de soutien est implicite, deux autres expressions de l'appui populaire viennent lui donner substance.

La présence d'ennemis communs crée une convergence d'intérêts entre guérillas et paysans, issus de la même classe sociale. Ceux-ci revendiquent aussi les mêmes changements institutionnels et une meilleure redistribution des richesses. Cependant, cette convergence ne se traduit pas en termes concrets. Les paysans, accablés par la pauvreté et la négligence de l'État à leur égard, ne peuvent se positionner expressément en faveur des groupes de guérillas de peur d'attirer les représailles des militaires et paramilitaires.

L'échange qui a lieu entre les FARC-EP et la population est la troisième expression de cette relation. Il s'agit de son aspect le plus stratégique. En effet, les civils, qui manquent de tout, trouvent dans cette relation leurs intérêts : accès aux services de santé, d'alimentation, d'éducation, de justice. La promesse d'une amélioration de leur quotidien les pousse à collaborer et à soutenir la guérilla en échange de ces avantages. Si cet échange peut les exposer à la violence des paramilitaires, celle-ci est pourtant aveugle et n'opère pas de discrimination entre civils forcés de vivre sous la guérilla et civils ayant choisi celle-ci. Alors, face au même danger, les civils semblent préférer l'aide des FARC-EP, perçues comme une alternative à la pauvreté et une défense des attaques des autres groupes armés.

La terreur s'est installée dans tout le pays et la loi du silence semble être la règle. C'est pourquoi le soutien populaire des FARC-EP n'est pas quantifiable. Les sondages ne peuvent être fiables à partir du moment où les Colombiens n'osent pas

ouvertement déclarer leur opinion. Cependant, il est toujours intéressant d'en observer les résultats, souvent contradictoires. À la question « approuvez-vous la politique du gouvernement envers la guérilla? », 78 % des Colombiens interrogés à travers le pays répondent non¹⁸⁷. Pécaut, de son côté, rapporte que plus de la moitié des Colombiens seraient prêts à accepter une intervention militaire américaine. Comment faire confiance à ces sondages, dont les sources sont souvent difficiles à retracer, quand on sait que les médias, en Colombie, appartiennent à de grands entrepreneurs liés à l'État ?¹⁸⁸

« The media fosters the outrage with sensational headlines and selective reporting, packing in tidbits of truth while failing to provide a broader context: FARC HOLDS KIDNAPPED CHILDREN IN WITHDRAWAL ZONE. FARC OVERRUNS SMALL TOWN AND KILLS POLICEMEN AFTER THEY SURRENDER. PARAMILITARY CHIEF CARLOS CASTANO JUSTIFIES MASSACRES BECAUSE THEY WERE ALL GUERRILLAS. »¹⁸⁹

Pour toutes ces raisons, cette étude présente des limites car elle ne peut se vérifier quantitativement. De plus, l'information sur l'organisation interne des FARC-EP est extrêmement rare. Peut-être serait-ce une manière de les légitimer que de dévoiler leurs actions en faveur de la population. En effet, il n'existe aucun consensus sur le bien-fondé des actions des FARC-EP. Elles restent une guérilla violente et responsable de près de 20 % des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. L'usage de la violence à des fins politiques soulève encore de vifs

¹⁸⁷ Chernick, « Elusive Peace », p. 32.

¹⁸⁸ Témoignage d'un Colombien lors de la présentation du film « Les dessous de l'histoire ».

¹⁸⁹ Chernick, « Elusive Peace », p. 32.

débats et ne saurait être légitimée¹⁹⁰. Nul n'autorise les groupes hors normes à user de cette violence, ne serait-ce que pour défendre la population.

Et dans la totalité des cas, les agresseurs, qu'il s'agisse des Forces armées, des paramilitaires, de l'ELN, des FARC-EP ou d'autres milices, ont bénéficié de l'impunité¹⁹¹.

Les FARC-EP semblent, aujourd'hui, avoir acquis une certaine visibilité sur la scène internationale. Le Parlement européen, favorable à des pourparlers avec ce groupe, propose de servir de médiateur pour relancer les négociations. Cependant, l'enlèvement de la candidate verte Ingrid Betancourt est venu jeter le discrédit sur la guérilla. Les députés verts européens, souvent prêts à entamer les discussions avec les FARC-EP, ont gelé toutes démarches « tant qu'elles ne relâchent pas Ingrid Betancourt »¹⁹². La violence, les enlèvements et le narcotrafic ne pourraient-ils pas avoir raison de l'idéologie des FARC-EP et les plonger dans le banditisme?

Il est possible d'imaginer que la ligne militaire du groupe pourrait prendre le dessus après la disparition de Manuel Marulanda Vélez, qui fait survivre l'idéologie socialiste au sein du groupe. Paysan de souche, il représente la lutte sociale et l'opposition ferme aux politiques oppressives de l'État pour de nombreux Colombiens touchés par la pauvreté. Bien que la presse locale annonce régulièrement sa mort, « Tiro Fijo » continue de prendre toutes les décisions au sommet. Mais sans lui, qu'advient-il de la défense des paysans ? Nombreux sont les observateurs qui prédisent la fin des FARC-EP dès que Marulanda ne sera plus. Est-il vraiment le seul

¹⁹⁰ International Council on Human Rights Policy, *Ends and Means : Human Rights Approaches to International Law*, disponible sur www.international-council.org

¹⁹¹ DIAL, « La situation des droits de l'homme », p. 10.

¹⁹² Alain Lipietz, « Alain Lipietz analyse l'échec de la libération d'Ingrid Batancourt », 2 août 2003. En ligne, <http://lipietz.net/article.php3?id_article=1061> (page consultée le 5 décembre 2003).

moteur du combat social que disent mener les FARC-EP ? Cette étude ne peut ni confirmer ni infirmer l'hypothèse. Toutefois, nous avons établi que le soutien de la population dépend essentiellement de la convergence des intérêts et de l'échange entre FARC-EP et civils. Advenant la mort de Marulanda et la dérive de la guérilla vers le banditisme, ces bases de soutien disparaîtraient et entraîneraient probablement la disparition des FARC-EP, sur le modèle du Sentier Lumineux.

BIBLIOGRAPHIE

- Aguilera Peña, Mario. 2000. « Justicia guerrillera y poblacion civil : 1964-1999 », *Bulletin de l'institut français d'Etudes Andines*, vol. 29, n° 3, pp. 435-461.
- À l'encontre, « Heures cruciales en Colombie ». En ligne.
<<http://www.alencontre.org/page/page/news/newscolombia01.html>>
- Association québécoise des organismes de coopération internationale. 2001. « Les dessous de l'histoire : plein feu sur la guerre sale en Colombie », documentaire.
- Aureano, Guillermo R. 2003. « Le Plan Colombie : la mort à crédit », conférence du 4 novembre à l'Université de Montréal.
- Bejarano A., Jesus-Antonio. 1995. « Colombie: rétrospective de la politique de paix », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 16, (janv.-mars), p. 41-60.
- Berdal, Mats et David Malone. 2000. *Greed and Grievance :Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder : Lynne Rienner.
- Bergquist, Charles, Ricardo Penaranda et Gonzalo Sanchez. 1992. *Violence in Colombia: The Contemporary War in Historical Perspective*, Scholarly Resources, Inc., Wilmington, DE.
- Betancourt, Ingrid. 2001. *La Rage au cœur*, Éditions XO, 248 p.
- Boudon, Lawrence. 1996. « Guerrillas and the State : The Role of the State in the Colombian Peace Process », *Journal of Latin American Studies*, vol. 28, n°2, (mai), pp. 279-297.
- Bourgeteau, Sylviane, Joaquin Gomez et Paul Reys. 2000. « Colombie : la dernière guérilla ? », *Politique internationale*, n° 87, (printemps), pp.249-288.
- Bresser Pereira, Luiz Carlos. 1991. « La crise de l'Amérique latine : "Consensus de Washington" ou crise budgétaire », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 1, pp. 81-98.
- Cala, Andres. 2000. « The enigmatic guerrilla: FARC's Manuel Marulanda », *Current History*, vol. 99, n° 634, (février), pp. 56-59.
- Calvo Ospina, Hernando. 2000. « Terrorisme d'État », *Manière de voir*, n° 69, (juin – juillet), p. 58-62.
- Cepeda Ulloa, Fernando. 2002. « Le rôle de la communauté internationale dans les processus de paix », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°1044 (printemps), pp. 81-102.

- Chernick, Marc W. 1988-1989. « Negotiated Settlement to Armed Conflict: Lessons from the Colombian Peace Process, » *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 30, n° 4. (printemps), pp. 53-88.
- Chernick, Marc. 2000. « Elusive peace: struggling against the logic of violence », *Nacla Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, (sept.-oct.), pp. 32-37.
- Dabène, Olivier. 2000. *L'Amérique latine au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin.
- Dahl Robert A. 1971. *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven, Conn., Yale University Press.
- Daviaud, Sophie. 2002. « Les ONG colombiennes de défense des droits de l'homme face aux violences », *Bulletin de l'institut français d'Etudes Andines*, vol. 29, n° 3, pp. 359-378.
- Diffusion de l'information sur l'Amérique latine. 1998. « La situation des droits de l'homme », Dossier 2212, (16-31 mars).
- Diffusion de l'information sur l'Amérique latine. 1998. « Les Communautés de paix », Dossier 2244, (16-30 septembre).
- Dollfus, Olivier. 1991. « L'Amérique latine : croissances et crises », *Problèmes d'Amérique latine*, n°1, pp. 51-56.
- Echandía Castilla, Camilo. 1995. « Colombie : dimension économique de la violence et de la criminalité », *Problèmes d'Amérique latine*, n°16, pp. 67-79.
- Echandía Castilla, Camilo. 1999. « La Guérilla colombienne : conditions objectives et stratégies d'une expansion », *Problèmes d'Amérique latine*, n°34, (juil-sept), pp. 33-60.
- Echandía Castilla, Camilo. 2002. « Les dimensions territoriales du conflit armé », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°1044 (printemps), pp. 31-47.
- Eckstein, Susan. 1989. *Power and Popular Protest: Latin American Social Movements*, ed. Berkeley: University of California Press.
- FARC-EP, « Our history ». En ligne sur les site officiel des FARC.
http://www.farcep.org/pagina_ingles/
- Ferro Medina, Juan Guillermo. 2002. « Les FARC et l'économie de la coca dans le sud de la Colombie : témoignages de colons et de guérilleros ». En ligne.
 <http://www.mamacoca.org/feb2002/art_ferro_Farc_y_coca_Caguan_fr.html#fn1>

- FIDH, 2000. « Faire la paix en Colombie », *Le Cahier de la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme*, disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.fidh.org/lettres/2000pdf/fr/n39col.pdf>
- Gagnon, Frédéric. 2003. « La politique américaine en Colombie », conférence du 15 octobre à l'Université du Québec à Montréal.
- García, Fernando. 1995. « Coca, guerrilla y sociedad civil en el Guaviare : regulacion de conflictos y otros controles », *Columbia International*, vol. 29, pp. 18-29.
- Harik, Judith. 1994. *The Public and Social Services of the Lebanese Militias*, Oxford, Centre fore Lebanese Studies, (juin).
- Hartlyn, Jonathan. 1993. « Civil Violence and Conflict Resolution: The Case of Colombia », p. 38 in Roy Licklider (ed.) *Stopping the Killing: How Civil Wars End*. New-York, NY: New-York University Press.
- Hough, Phillip Andrew. 2002. « Beyond the 'War on Drugs' and Underneath a Blanket of Terror: Addressing Patterns of Armed Conflict in Rural Colombia », Johns Hopkins University (octobre).
- Human Rights Watch. 2001. « Beyond negotiation: international humanitarian law and its application to the conduct of the FARC-EP », vol. 13, n° 3, (août), 22p. En ligne, <<http://www.hrw.org/reports/2001/farc/>>
- Human Rights Watch. 2001. « Colombia: Grupos paramilitares estrechamente ligados a unidades del Ejército y la Policía », Bogotá, Colombia, (4 octobre). En ligne, <http://www.hrw.org/spanish/press/2001/colombia_sexta.html>
- International Council on Human Rights Policy. 2000. *Ends and Means : Human Rights Approaches to International Law*. En ligne, <<http://www.international-council.org>>
- Irène Jarry, « Colombie : la présidence de tous les dangers... », *Politique Internationale*, n° 97, automne 2002. En ligne. <http://www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/fram_cdg_97_02_li.htm>
- Jean, François et Jean-Christophe Rufin. 1996. *Les économies de guerre dans les conflits de basse intensité*, Paris : Pluriel.
- Joxe, Alain. 1999. « Colombie : guerre à trois camps, processus de paix « en panne » et intervention américaine », *Recherche Intenationale*, vol. 58, n°4, pp. 69-96.
- Kaufmann, Chaim. 1996. « Possible et Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars », *International Security*, vol. 20, n° 4, (printemps), pp. 136-175.

- Labrousse, Alain. 1996. « Colombie-Pérou, Violence politique et logique criminelle » dans Jean, François et Jean-Christophe Rufin, eds, *Les économies de guerre dans les conflits de basse intensité*, Paris : Pluriel.
- La Grange, Bertrand de. 1997. « Le succès électoral de l'ex-guérilla conforte la normalisation politique au Salvador », *Le Monde*, (mardi 25 mars).
- Lair, E. 2000. « Colombia en la espiral de la guerra », *Fuerzas Armadas y Sociedad*, vol. 15, n° 3, pp. 30-37.
- Laqueur, Walter. 1977. *Guerrilla: a historical and critical study*. London: Weidenfeld and Nicolson.
- Latinreporters.com. 2002. « Colombie : négociation pour signer en avril un cessez-le-feu avec la guérilla », (janvier). En ligne.
<<http://www.latinreporters.com/colombiepol210102.html>>
- Leech, Gary M. 2000. « An interview with FARC commander Simon Trinidad », *Nacla Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, (sept.-oct.), pp. 24-25.
- Lemoine, Maurice. 2000. « L'Amérique Latine à l'heure colombienne : Plan Colombie, passeport pour la guerre », *Le Monde diplomatique* (août).
- Lemoine, Maurice. 2000. « Au coeur de la plus vieille guérilla d'Amérique latine. En Colombie, une nation, deux Etats », *Le Monde diplomatique* (mai).
- Lemoine, Maurice. 2003. « Guerre, narcotrafic et cultures illicites », *Manière de voir*, n° 69, (juin-juillet), pp. 47-51.
- Lemoine, Maurice. 2003. « La bataille du Sud Bolivar », *Manière de voir*, n° 69, (juin – juillet), pp. 52-57.
- Licklider, Roy. 1993. *Stopping the Killing: How Civil Wars End*. New-York, NY: New-York University Press.
- Lipietz, Alain. 2003. « Alain Lipietz analyse l'échec de la libération d'Ingrid Batancourt », (2 août). En ligne,
<http://lipietz.net/article.php3?id_article=1061>
- Marion, Georges. 1997. « Pérou, Habits neufs pour un vieux discours », *Le Monde*, (lundi 14 avril). En ligne.
<<http://www.biblio.eureka.cc/Biblio/Frames/FrameMain.asp>>
- Martin, Gérard. 1996-1997. « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures et Conflits*, n° 24/25, pp. 181-221.
- Meza, Ricardo Vargas. 1998. « The FARC, the war and the crisis of the state », *Nacla Report on the Americas*, vol. 31, n° 5, (mars-avril), pp.22-27.

- Molano, Alfredo. 1992. « Violence and Land Colonization » dans *Violence in Colombia: The Contemporary War in Historical Perspective*, Bergquist, Charles, Ricardo Penaranda and Gonzalo Sanchez, Scholarly Ressources, Inc., Wilmington, DE.
- Molano, Alfredo. 2000. « The evolution of the FARC: a guerrilla group's long history », *Nacla Report on the Americas*, vol. 34, n° 2, (sept.-oct.), pp. 23-31.
- Moor, M. 2002. *La industria del secuestro en Colombia : un negocio que nos concierne ?*, Ed. Liduine Zumpolle, Utrecht : Pax Christi Holando, 126p.
- Negrel, Alain. 1984. « Nation, classes sociales et luttes de libération en Colombie (F.A.R.C. et M. 19) », 491 p.
- Pécaut, Daniel. 1987. *L'Ordre et la Violence*, Paris, édition de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Pécaut, Daniel. 1991. « Trafic de drogue et violence en Colombie », Paris : *Cultures & Conflits*. Disponible à l'adresse électronique suivante: http://conflits.revues.org/article.php3?id_article=27
- Pécaut, Daniel. 1992. « Guerrillas and Violence » dans *Violence in Colombia: The Contemporary War in Historical Perspective*, Bergquist, Charles, Ricardo Penaranda and Gonzalo Sanchez, Scholarly Ressources, Inc., Wilmington, DE.
- Pécaut, Daniel. 1997. « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien », Paris: *Cultures & Conflits*, n° 24/25, (hiver-printemps), pp. 159-193.
- Pécaut, Daniel. 1999. « Colombie : une paix insaisissable », *Problèmes d'Amérique latine*, n°34, (juil-sept), pp. 5-32.
- Pécaut, Daniel. 1999. « Colombie, un désastre annoncé », *Le Monde*, Paris, (22 mai).
- Pécaut, Daniel. 2000. « Les configurations de l'espace, du temps et de la subjectivité dans un contexte de terreur : l'exemple colombien », dans Blom, Amélie, Victor-Yves Gueballi, Pascal Vennesson et Jean-Yves Haine. *Rationalités et Relations internationale*, Paris : L'Harmattan. Disponible à l'adresse électronique suivante: http://conflits.revues.org/article.php3?id_article=231
- Pécaut, Daniel. 2000. « Colombie, la société prise en otage », Paris : *Esprit*, n.270, (décembre), pp.138-158.
- Pécaut, Daniel. 2000. « Les configurations de l'espace, du temps et de la subjectivité dans un contexte de guerre : l'exemple de la Colombie », *Cultures et Conflits*, n° 37, pp. 123-154.

- Pécaut, Daniel. 2001. « Réflexions sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahiers des Amériques latines*, n° 36, pp. 65-91.
- Pécaut, Daniel. 2002. « Guerre, processus de paix, polarisation politique », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°1044, (printemps), pp. 7-30.
- Petras, James. 2000. « The FARC Faces the Empire », *Latin American Perspectives*, vol. 27, no.5, (septembre), pp. 134-142.
- Pizarro, Eduardo. 1992. « Revolutionary Guerrilla Groups in Colombia » dans *Violence in Colombia: The Contemporary War in Historical Perspective*, Bergquist, Charles, Ricardo Penaranda and Gonzalo Sanchez, Scholarly Resources, Inc., Wilmington, DE.
- Pizarro Leongomez, E. 2002. « Colombia : guerra civil, guerra contra la sociedad, guerra antiterrorista o guerra ambigua ? », *Analysis Politico*, n° 46, pp. 162-180.
- Prolongeau, Hubert. 1996. « Voyage a l'intérieur des guérillas colombiennes », *Le Monde Diplomatique*, (avril). En ligne, <http://www.biblio.eureka.cc/Biblio/Search/Doc_save.asp?Action=PrintDoc>
- Prolongeau Hubert et Jean-Christophe Rampal. 1997 « En Amérique latine, l'industrie des enlèvements », *Le Monde diplomatique*, (novembre).
- Rangel Suarez, A. 1995. « La guerrilla de ayer y de hoy », *Ciencia, Politica*, Bogotá, n° 39, pp. 51-55.
- Richani, Nazih. 1997. « The Political Economy of Violence : The War-System in Colombia », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 39, n° 2, (été), pp. 37-82.
- Rufin, Jean-Christophe. 1996. « Les Economies de guerre dans les conflits internes » dans Jean, François et Jean-Christophe Rufin, eds, *Les économies de guerre dans les conflits de basse intensité*, Paris : Pluriel.
- O'Donnell, Guillermo et Ph. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule*, (Baltimore et Londres, John Hopkins University Press).
- Ortiz, Romàn D. 2002. « Insurgent Strategies in the Post-Cold War : The Case of the Revolutionary Armed Forces of Colombia », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 25, n° 2, (mars-avril), pp. 127-144.
- Salazar, Robinson. 2000. « Actores imaginarios y imaginarios sin actores en la guerra de Colombia », *Espiral*, vol. 6, n° 17, pp. 15-48.
- Sanchez, Gonzalo. 2002. « La guerre contre les droits de l'homme », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°1044, (printemps), pp.63-80.

- Santiso, Javier. 2002. « Du bon révolutionnaire au bon libéral ? », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°1044, (printemps), pp. 81-110.
- Suárez, Alfredo Rangel. 1995. « La guerrilla de ayer y de hoy », *Ciencia Política*, Bogotá, 1995, n° 39, pp. 51-55.
- Texier, Philippe. 1998. « La paix sur la table », *Volcans*, Paris, n° 33, (sept-oct.), pp. 4-6.
- The Economist. 1999. « Guerrilla law, FARC controls part of the country », vol. 353 n° 8150, (18 décembre), pp. 31-33.
- Vélez, María Alejandra. 2001. « FARC-ELN : evolucion y expansion territorial », *Desarrollo y sociedad*, n° 47, pp. 151-225.
- Wickham-Crowley, Timothy P. 1987. « The Rise (And Sometimes Fall) of Guerrilla Governments in Latin America », *Sociological Forum*, vol. 2, n°3. (été), pp. 473-499.
- Wickham-Crowley, Timothy P. 1989. « Winners, Losers, and Also-Rans : Toward a Comparative Sociology of Latin American Guerrillas Movements » in *Power and Popular Protest: Latin American Social Movements*, Susan Eckstein, ed. (Berkeley: University of California Press.
- Wickham-Crowley, Timothy P. 1990. « Terror and Guerrilla Warfare in Latin America, 1956-1970 », *Comparative Studies in Society and History*, vol.32, n° 2, (avril).
- Wickham-Crowley, Timothy P. 1992. *Guerrillas and Revolution in Latin America*, Princeton.
- Zahar, Marie-Joëlle. 2000-2001. « Is all the news bad news for peace. Economic agendas in the Libanese civil war », *International Journal*, (été), pp. 115-134.
- Zahar, Marie-Joëlle. 2001. « Protégés, Clients, Cannon Fodder : Civilians in the Calculus of Militias », *International Peacekeeping*, vol. 7, n° 4, (printemps), pp. 107-128.

